

Chapitre 5

VIOLENCES ET VILLES

*Olivier PISSOAT (coord.) et Olivier BARBARY,
avec la participation de Juan Carlos ROJAS ARIAS*

La Colombie est le théâtre de violences dont le cumul crée une situation comparable à une guerre. Au bras de fer entre l'État et les plus anciennes guérillas d'Amérique latine, se sont ajoutés les narcotrafiquants et, plus récemment, les paramilitaires, qui ont acquis un tel pouvoir qu'ils réclament aujourd'hui leur participation officielle aux négociations entre le gouvernement et l'insurrection armée. Dans ce contexte, marqué également par l'urbanisation croissante de la population, les grandes villes se posent comme de nouveaux supports au déploiement de la violence. Comment les combats livrés par les différents contre-pouvoirs insurrectionnels se répercutent-ils dans les métropoles ? Dans quelle mesure la violence y répond-elle également aux spécificités du milieu urbain et aux conditions socio-économiques de ses habitants ? Avant d'apporter des éléments de réponse à ces deux interrogations, quelques remarques méthodologiques sont nécessaires.

La violence est un terme employé pour décrire des situations très diverses. En l'absence d'une définition commune et limitée, la polysémie du terme engendre des interprétations multiples, voire contradictoires. F. Gaitán le souligne à propos des recherches menées sur le sujet en Colombie : les événements et les facteurs explicatifs pris en compte sont si différents qu'ils finissent par ne plus se référer au même phénomène (Gaitán, 1997 : 86-87). Il faut le reconnaître, les classifications des formes de violence sont nombreuses, variables, se chevauchent souvent et ne répondent parfois qu'au besoin singulier de celui qui les applique. Nous entendons quant à nous axer notre travail sur la violence intentionnelle, même si cet objet général n'exclut pas de décliner dans son analyse des catégories plus fines¹. Dans cette optique, nous retiendrons comme indicateur principal sa manifestation extrême : l'homicide volontaire, mesuré par les registres du DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) (1982-

¹ Notre terminologie de désignation des formes graduées de violence intentionnelle est la suivante : Violence homicide : homicides volontaires hors suicide. Grand banditisme : actions délictueuses des groupes mafieux, à enjeux économiques élevés. Délinquance commune : délits non homicides à enjeu économique moindre, commis par des individus isolés ou regroupés en bande. Petite délinquance : délits à enjeux économiques faibles, en général sans atteinte à l'intégrité physique.

1998). Au-delà de sa validité statistique (discutée en annexe 2), ce choix résulte du constat, unanime en Colombie, que la résolution des conflits par élimination de « l'opposant » est l'une des caractéristiques de la violence nationale. Première cause de mortalité des hommes adultes dans le pays, l'homicide s'érige en problème national. En cela, nous nous conformons à l'approche suivie par l'ensemble des chercheurs colombiens travaillant sur ce thème. Néanmoins, si la pertinence de cet indicateur ne fait aucun doute pour la communauté scientifique, il apparaît que les niveaux objectifs de violence, tels qu'ils s'expriment dans le nombre d'homicides, peuvent ne pas coïncider avec la perception de la population. La fréquence de certaines formes moins graves de violence, de la délinquance commune aux incivilités, provoque un sentiment d'insécurité dans la population, qui doit être analysé. Pour cette raison, nous compléterons les enseignements tirés de la violence létale par des résultats concernant les délits de vol, qui reflètent mieux cette autre dimension du problème. Par cette démarche, nous souhaitons éviter l'amalgame qui consiste à relier l'ensemble des manifestations de la violence aux modalités et dynamiques spécifiques du conflit armé, si prégnant en Colombie. Même si elle est compréhensible, cette confusion débouche, au pire, sur le sensationnalisme, au mieux, sur des analyses mettant en avant, exclusivement et en tout lieu, la confrontation entre l'État, les guérillas, les narcotrafiquants et les paramilitaires. La distinction entre l'homicide et le continuum des formes plus faibles de violence nous conduira à un diagnostic plus nuancé.

En Colombie comme ailleurs, l'enjeu politique influence exagérément le débat public sur la violence et l'insécurité : l'augmentation réelle ou supposée de la criminalité est devenue l'argument fondamental du traitement sécuritaire des problèmes sociaux¹. Aussi, plus que dans d'autres domaines des sciences sociales, l'exploitation des données requiert une vigilance redoublée. Sur la délinquance, le chercheur dispose de diverses sources, chacune à l'origine de différents biais, tant à cause des difficultés méthodologiques propres à l'observation de cette réalité complexe, qu'en raison de cadres conceptuels souvent plus déterminés par l'usage idéologique que l'on compte faire des données que par les critères de l'analyse scientifique. Lorsque les études s'appuient sur les registres des administrations chargées de la sécurité, ce n'est pas la violence réelle qu'elles saisissent. Évaluant le phénomène « apparent » (c'est-à-dire connu et inventorié par les services policiers ou judiciaires), ces statistiques ne traduisent que le travail accompli par les organismes d'État et son évolution. À cet obstacle méthodologique s'ajoutent d'autres

¹ L. Wacquant le dénonce depuis plusieurs années pour les pays développés, cette logique est occultée et constitue un enjeu qui n'est pas seulement électoral, mais renvoie à la doctrine du retrait de l'État social et du renforcement de l'État pénal.

incohérences liées aux indicateurs utilisés pour la violence non-homicide. Nous préférons par conséquent n'utiliser les données relatives à la délinquance constatée qu'à titre d'ordre de grandeur. À l'image des travaux récents de criminologie, nous privilégierons pour l'analyse les résultats obtenus par une enquête menée auprès des ménages : celle conduite à Cali en 1998 au sein du programme de recherche CIDSE-IRD (annexe 2).

Par ailleurs, il semble que le problème de l'insécurité – avérée ou ressentie – soit commun à l'ensemble des métropoles de la planète. La vie quotidienne des citoyens serait de plus en plus affectée par des incivilités, des désordres, des exactions, en un mot des « violences » qui, de surcroît, seraient spécifiques d'un environnement urbain. Malgré la récurrence de la notion de « violence urbaine » dans les médias comme dans les nombreux ouvrages spécialisés ou traitant d'autres aspects de la ville, sa définition rigoureuse reste à établir. D'après L. Wacquant, son usage ne repose toujours pas sur un fondement scientifique : « pur artefact bureaucratique dépourvu de cohérence statistique et de consistance sociologique », il s'agit d'une notion « sous laquelle chacun peut mettre ce qui lui sied vu qu'elle ne correspond à peu près à rien » (Wacquant, 1999 : 49-57). Dans une conception « à la française », la « violence urbaine » est en fait un terme générique désignant les troubles causés par les groupes de jeunes issus des banlieues défavorisées (Macé, 1999 : 59-64)¹. Circonscrite de la sorte, la « violence urbaine » n'inclut donc pas les crimes ou délits dus au grand banditisme, bien qu'ils soient commis le plus souvent en ville, et correspond à des formes de délinquance localisées *a priori*, spatialement et socialement. Aux États-Unis les niveaux de violence surpassent ceux qui sont vécus en Europe². Les débats nord-américains tendent pourtant à imposer une problématique commune à l'ensemble des pays développés, dans laquelle les États-Unis peuvent représenter une situation extrême à éviter, mais en même temps le modèle à imiter en matière de répression, en l'adaptant aux autres contextes. En témoigne la généralisation des politiques dites de « tolérance zéro ». Y a-t-il, dans le contexte colombien, une quelconque pertinence de l'acception que prend la notion de violence urbaine dans les pays développés ? On peut en douter car, malgré l'analogie du terme, une définition précise de ce qu'on nomme aussi « violence urbaine » n'est pas non plus donnée par les spécialistes colombiens³. Il est vrai que la violence en ville n'est étudiée dans le pays que depuis quinze ans à peine, à la

¹ L. Bui-Trong, commissaire principale à la Direction Centrale des Renseignements Généraux, limite encore cette définition et parmi les actes délictueux imputés à ce secteur de la population, insiste sur ceux perpétrés contre les institutions (Bui-Trong, 1998 : 215-224).

² Voir les bilans successifs établis par S. Body-Gendrot : 1993, 1998, 2001.

³ Les plus renommés d'entre eux, A. Camacho et A. Guzmán, s'interrogent à ce sujet en préambule de presque toutes leurs publications.

différence du conflit armé, préférentiellement « passé au crible » et devenu avec le temps un champ traditionnel de la recherche (Pissoat et Gouëset, 2002). De même qu'en Europe, la violence dans les villes est présentée par les chercheurs comme un phénomène multidimensionnel aux limites imprécises, mais avec une attention supplémentaire portée aux atteintes à la personne subies dans la vie de tous les jours. La « violence urbaine » est donc une catégorie pratique très générale dont la seule restriction est topologique : sa spécificité se résume à regrouper les exactions perpétrées dans les villes, sans qu'aucun type de violence ne soit particulièrement désigné ou délaissé. La caractéristique principale du problème étant son hétérogénéité, ce sont bien toutes ses modalités qui sont envisagées en ville comme dans le reste du pays. Et privilégier les faits de droit commun correspond à la perception partagée par toute la population¹.

Notre démarche sera guidée par l'articulation et la discussion de deux paradigmes. Le premier, réducteur voire occultant, celui de la « violence urbaine » dans sa définition typique des pays développés, pointe comme objet problématique et sociétal la délinquance juvénile dans les zones « sensibles ». Le second, propre à la Colombie, s'appuie sur le constat d'une « guerre contre la société » qui se retrouve « prise en otage » par les protagonistes du conflit armé (Pécaut, 1999a). Insistant sur les interactions qui lient toutes les modalités de la violence (homicide et non-homicide, en ville et à la campagne), cette interprétation peut mener à un rapprochement univoque des phénomènes, alors que certains sont peut-être plus indépendants des autres qu'on ne le suppose. D'un côté, il nous paraît pertinent de séparer analytiquement la délinquance, de la violence « politique », car cela permet de réévaluer le particularisme colombien qui conduit trop souvent, à grand renfort de formules chocs, à une image caricaturale du pays. D'un autre côté, nous partageons les critiques faites à la notion de « violence urbaine », qui dénoncent le traitement sécuritaire et socialement ciblé d'une hypothétique pathologie des jeunes.

Pour aborder cette problématique rapidement ébauchée, nous commencerons par dresser un état des lieux qui décrit le « comportement » des villes dans le contexte de la violence nationale, elle-même replacée dans une rapide comparaison internationale. Dans une deuxième partie axée sur la violence homicide, nous tenterons d'évaluer les particularités communes aux métropoles, prises globalement, puis leurs spécificités, au cas par cas. La troisième partie traitera de la petite délinquance et

¹ « Dans le langage courant la violence urbaine est perçue comme diffuse, venant de la délinquance ou de la violence commune » (Camacho et Guzmán, 1997 : 26). En l'absence d'une définition précise de la « violence urbaine », et en accord avec Camacho et Guzmán lorsqu'ils concluent « [qu'] il ne paraît pas très productif de se lancer dans des débats qui relèvent plus de la sémantique qu'ils n'ont de capacité théorique » (*Ibid.* : 27), nous préférons employer l'expression « violence(s) dans la ville ».

identifiera ses déterminants à Cali. Concrètement, l'étude proposera un diagnostic spatialisé de la violence homicide dans les villes depuis 1982 et un bilan statistique sur la délinquance à Cali en 1998. À partir de ces résultats empiriques, nous tenterons d'une part d'identifier l'impact sur la ville des affrontements « politiques » et nous montrerons que la violence homicide à Cali et Bogotá est surtout marquée par les dynamiques de pénétration du grand banditisme en ville ; nous verrons d'autre part que l'analyse des facteurs d'exposition à la petite délinquance à Cali remet à l'ordre du jour les interprétations sociologiques liées à la rupture du lien social et à l'exclusion économique.

1. L'AMPLEUR DES VIOLENCES EN COLOMBIE

De 1992 à 1997, le nombre d'homicides s'est réduit de 25 % en Colombie. À cette date le pays demeure pourtant sous le joug d'une violence extrême, bien qu'il ne soit pas seul au monde dans cette situation. La difficulté d'y appréhender la violence provient de sa caractéristique majeure, son hétérogénéité, essentiellement provoquée due aux interférences du trafic de drogue et du conflit armé. La principale victime en est la population civile. Nous le montrerons pour les villes, de plus en plus affectées, non pas directement par les affrontements armés mais par l'extension au milieu urbain des pratiques du grand banditisme, et pour les campagnes, où n'existe pas d'autre alternative que l'acceptation de la souveraineté des factions en lutte ou la fuite. Les plus grandes villes deviennent ainsi le lieu d'un nouveau type d'exode rural pour des *desplazados* que les timides mesures d'aide à l'insertion ne parviennent pas à laver de leurs stigmates. Si la société toute entière se sent maintenant menacée, il importe néanmoins de s'interroger sur le rôle effectif du conflit armé dans la généralisation du sentiment d'insécurité.

1.1. Les taux d'homicide colombiens dans le contexte international

Les données du *Demographic Yearbook* indiquent que de 1955 à 1969, le taux d'homicide de la Colombie fait constamment partie des cinq plus élevés au monde (Losada et Velez, 1988 : 38-41), avec une moyenne de 31 hpcmh (homicides pour 100 000 habitants)¹. Durant les années 1970 le chiffre baisse pour placer le pays entre le cinquième et le dixième rang mondial, avec une moyenne sur les dix ans de 20 hpcmh, soit quatre fois plus que

¹ Un pays serait « violent » quand son taux dépasse 10 hpcmh (Deas et Gaitan, 1995 : 212) et serait en situation de « guerre » avec un taux supérieur à 50 hpcmh (Rubio, 2000 : 158).

celle des pays européens, mais deux fois moins que celle de la dictature chilienne de la fin de la décennie (45 hpcmh). Durant les années 1980, la Colombie est en revanche classée dans le trio de tête, avec un taux sans cesse croissant. Derrière le Salvador et le Guatemala, alors en guerre, jusqu'en 1984, elle atteint le premier rang à la fin de la décennie¹. L'Amérique latine est un continent particulièrement violent, mais même dans ce contexte la Colombie atteint des « sommets », en dépassant le triple de la moyenne sous-continentale. À la fin des années 1980, le pays a un taux deux à trois fois supérieur à celui du Venezuela dont le niveau de développement est similaire, ou à celui de grandes nations comme le Brésil ou le Mexique, ou bien encore cinq fois plus élevé que celui d'États aux structures sociales semblables, mais plus pauvres, comme le Pérou et l'Équateur.

Une mise en parallèle identique en 1994 (Nations-Unies, 1994) permet d'apprécier des évolutions récentes. Si la violence homicide augmente dans l'immense majorité des pays, la hiérarchie de la période précédente est globalement respectée : l'Asie, dont il est vrai peu de pays sont inventoriés, demeure la région la plus épargnée, suivie par l'Europe, puis les États-Unis et enfin l'Amérique latine, deux fois plus violente que le reste du monde. Deux zones supplémentaires, mal ou non répertoriées auparavant, apparaissent cependant. Il s'agit d'abord du continent africain, qui pointe à la seconde place. La situation africaine légitimerait un rapprochement avec l'Amérique latine, comme cela a été fait en 1998 dans une étude de l'*Interregional Crime and Justice Research Institute*². La deuxième zone désormais présente dans les statistiques internationales recouvre les pays nés du démembrement de l'URSS, où la violence, invisible jusqu'alors dans ce type d'inventaire, semble très récente. C'est au moins le cas pour la Russie dont le taux a plus que doublé par rapport à celui des années 1980 (Chesnay, 1999 : 128). Classée derrière les Bahamas, la Colombie garde en 1994, selon les Nations-Unies³, une place prépondérante avec un taux de 76 hpcmh. Pour illustrer ce propos nous reprendrons le commentaire évocateur de J.A. Bejarano (1997 : 15), qui utilisait d'autres sources mais dont les résultats sont ici corroborés : le taux départemental le plus bas de la Colombie, obtenu par le Chocó, dépasse celui des autres nations d'Amérique du Sud, et reste dix fois supérieur à celui de pays très pauvres comme le Soudan.

¹ Les enquêtes internationales de victimisation ou les chiffres d'Interpol confirment la hiérarchie proposée ici, obtenue en combinant et en vérifiant les chiffres des différents travaux des Nations Unies, pour aboutir à une cinquantaine de pays inventoriés pour le milieu des années 1980 et plus d'une centaine pour le milieu des années 1990.

² Source internet : www.unicri.it

³ En revanche, les statistiques du DANE indiquent une baisse sensible du taux d'homicide à partir de 1992 (tableau 5.1).

Ce bref panorama international montre que la répartition et l'évolution des homicides dans le monde suivent des tendances géographiques fortes et durables. Il révèle aussi de « nouvelles » régions dont la situation paraît s'aggraver ou être bouleversée, comme certains pays de l'ex-URSS, et avant tout d'Afrique qui, pour sa partie méridionale en tout cas, se rapproche de la Colombie et dépasse les niveaux enregistrés dans nombre de pays latino-américains. La Colombie se distingue par un taux d'homicide qui demeure l'un des plus élevés de la planète depuis près de cinquante ans. Ce caractère exceptionnel doit toutefois être relativisé par deux considérations : d'abord la diminution de l'écart qui la sépare de ses « suivants » ; et surtout l'absence de données ou de séries chronologiques fiables sur certains pays d'Asie et d'Afrique, qui empêche une comparaison rigoureuse sur le long terme.

1.2. Des violences hétérogènes : conflit armé et trafic de drogue

Le dernier demi-siècle constitue en Colombie un moment singulier de regain de violence, concentré sur deux périodes particulièrement meurtrières. L'une, objet de notre étude, dure depuis 1980. L'autre, appelée *la Violencia*, s'est déroulée autour des années 1950 quand se sont affrontés libéraux et conservateurs, les deux partis politiques traditionnels. Entre ces deux moments, la violence s'est atténuée et est restée cantonnée dans les zones rurales périphériques où se sont implantées les guérillas, formées pour la plupart à partir des foyers de résistance paysanne créés pendant les années 1950. De *la Violencia* à l'épisode contemporain de « nouvelle violence » que vivent les Colombiens, les continuités sont patentes. Le second débute avec la décision des organisations *guerrilleras* de dédoubler et redéployer leurs fronts et s'amplifie avec le surgissement de ceux qui vont s'imposer comme leurs plus redoutables adversaires : les paramilitaires. Face à cette récurrence, dans laquelle de nombreux Colombiens voient la reproduction inéluctable d'un destin composant la trame de l'histoire nationale, fleurissent, chez certains observateurs, des interprétations culturalistes ou essentialistes de ce qui serait le « cas colombien ».

Mais les discontinuités sont également profondes, qui contredisent ces thèses et aident bien davantage à comprendre la situation actuelle. La tournure prise par les affrontements ne peut être comprise qu'en y intégrant un élément nouveau et capital : l'essor pris par le commerce des stupéfiants. Cette rupture n'est pas survenue de façon soudaine et le danger dont était porteuse cette nouvelle économie n'a été perçu que tardivement par les autorités et la population. De fait, durant les années 1970 la société colombienne s'est montrée assez tolérante envers les mafias de la drogue, au point de les considérer comme une « classe émergente » (Camacho, 1993 : 49-53) et les principaux « parrains » se sont

hissés au rang des plus grandes fortunes du pays, avec tout le pouvoir qu'un tel statut peut conférer. Lorsqu'au début des années 1980 des voix s'élèvent contre la montée en puissance du cartel de Medellín, les narcotrafiquants font alors irruption sur le devant de la scène nationale, en éliminant quiconque ose se prononcer contre leurs manœuvres. Cette tactique d'assassinat sélectif explique le développement du recrutement de tueurs à gages parmi les jeunes délinquants des périphéries urbaines. À la fin de la décennie, à la pression gouvernementale et à l'application du traité d'extradition signé avec les États-Unis, les chefs mafieux répondent par une « guerre totale » contre l'État au moyen d'attentats aveugles faisant des centaines de victimes. Dans le même temps, l'envergure politique des narcotrafiquants va au-delà de leur affrontement direct avec l'État, lorsqu'ils constituent des milices concrétisant leur vision « néo-nazie de la misère » (Sánchez, 2000 : 277) et leur haine farouche de la « subversion ». Dès le milieu des années 1980 ils financent la « guerre sale » entreprise simultanément à deux échelles, avec la complicité de militaires et de policiers. Dans les villes, ils jouent un rôle majeur dans la propagation d'escadrons de la mort, avec pour but affiché le « nettoyage social » de la cité par le biais de l'exécution systématique des marginaux et laissés-pour-compte. Au plan national, ils mettent sur pied les plus importants commandos paramilitaires, avec le soutien de grands propriétaires terriens voulant, comme eux, échapper à l'impôt révolutionnaire et rester maîtres de leurs terres. Les victimes de ces milices furent d'abord les militants (ou supposés tels) de la gauche légale, politique ou syndicale, méthodiquement décimés durant la deuxième moitié des années 1980. Puis, à mesure que les magnats de la drogue achetaient de nouveaux domaines (Reyes, 1996), les milices se sont multipliées et renforcées, au point de se structurer vers 1994 en « une véritable armée anti-guérilla » (Pécaut, 1999a : 11), rendue de plus en plus autonome par l'exploitation lucrative des cultures illicites qu'elle contrôle.

Les « narcos », leurs alliés et leurs auxiliaires ne furent cependant pas les seuls groupes belliqueux bénéficiant de « l'argent sale ». Grâce à des collusions plus ou moins temporaires à l'origine desquelles se retrouvent les formidables profits tirés de la vente de stupéfiants, les fronts guérilleros, implantés dans les principales zones de production de coca et de pavot, profitent aussi depuis une quinzaine d'années de cette ressource financière providentielle pour augmenter leurs effectifs, améliorer leur armement et intensifier leurs actions. Mais ce n'est pas tout. L'économie de la drogue a contaminé jusqu'au fonctionnement de la Nation colombienne. Elle a d'abord étendu son emprise corruptrice à l'ensemble des institutions étatiques ou politiques, ainsi qu'à certains secteurs de l'économie comme le bâtiment et la distribution et, sur le long terme, a provoqué une crise des valeurs en bouleversant les hiérarchies traditionnelles et les ressorts de la

mobilité sociale. Le rejet des anciennes normes est particulièrement flagrant chez les jeunes citadins des quartiers pauvres, prêts aujourd'hui à risquer leur vie pour entrer dans la société de consommation. Révoltés contre l'exclusion dont ils sont victimes, ces jeunes réunis en gangs sont fascinés par l'enrichissement fulgurant des malfaiteurs les plus connus. Avec de tels modèles, la violence est devenue à leurs yeux l'unique moyen de progresser dans l'échelle sociale, de façon immédiate quitte à ce qu'elle soit éphémère. Ainsi, comme le montre A. Salazar (1998), autant que les exactions directement commises par les mafias établies, c'est l'adoption de la « sous-culture du narcotraffic » par cette jeunesse rebelle et l'attrait exercé par l'argent facile, effets indirects du grand banditisme, qui font augmenter la délinquance dans les villes.

1.3. La pénétration de la violence dans les grandes villes

Depuis les années 1980, de nouveaux acteurs se sont donc ajoutés aux fronts guérilleros. Les diverses stratégies de tous ces protagonistes ont généré des formes de violence hétérogènes, que le rapport de la *Comisión de estudios sobre violencia* a formellement différenciées en 1987¹. À partir de cette typologie novatrice, les experts ont pu notamment évaluer pour la première fois le poids de la violence « politique » : elle ne représenterait en vérité qu'entre 5 et 15 % des homicides commis dans le pays.

C'est aussi à cette date que la « violence urbaine » apparaît dans les catégories identifiées, pointée d'abord pour son intensité : « Bien plus que celles du maquis, les violences qui sont en train de nous tuer sont celles de la rue » (*Ibid.* : 18). Les auteurs insistent ensuite sur l'ambivalence du phénomène, qui « provient aussi bien des comportements extrêmes dus à la grande pauvreté que des formes d'obtenir et de protéger la richesse ; de la rébellion autant que de la domination ; de l'intolérance comme de la quête de reconnaissance » (*Ibid.* : 69). Cette violence réciproque est alors jugée « non négociable », parce qu'elle adjoint aux faits liés à la lutte pour le pouvoir et le contrôle de l'État des actions inhérentes aux relations interpersonnelles tant dans le domaine public que privé. Sa résolution ne réclamerait pas tant un accord débattu entre structures combattantes qu'un changement de mentalité des citoyens, qu'ils soient délinquants ou non.

Pareil bilan conduit à nuancer l'idée de la prégnance du conflit armé sur la violence dans les grandes villes. Il ne s'agit pas

¹ L'affirmation du caractère protéiforme de la violence en Colombie marque un changement important de paradigme par rapport à la tradition antérieure qui recherchait une cause unique. Pionnier de cette nouvelle approche, D. Pécaut a très tôt mis en avant la multiplicité des causes de la *Violencia*. M.V. Uribe a ensuite relativisé le poids des affiliations partisans des années 1950, pour souligner l'engrenage prosaïque des rancœurs personnelles et de la vengeance du sang (Uribe, 1990).

d'oublier les « campements » mis en place par certaines guérillas vers 1985 dans les quartiers pauvres des principales agglomérations pour éduquer militairement de jeunes recrues, ni de taire le renforcement récent des milices émanant des organisations d'extrême gauche ou d'extrême droite. Mais, dans la majorité des cas, il n'y a pas d'engagement explicitement politique des bandes juvéniles prestataires de services des paramilitaires ou des guérillas (parfois de façon concomitante). Leur conduite – toute proportion gardée – peut rappeler celle de groupes de jeunes sévissant dans d'autres pays (développés ou non, sièges d'insurrection ou pas), en ce qu'elle répond à la combinaison d'attitudes observées ailleurs : la rage contre un monde qui les maintient dans l'exclusion et la volonté d'accéder à tout prix à la réussite matérielle et aux signes extérieurs de richesse (tenues vestimentaires, motos, etc.). De même, des faits comme les crimes passionnels (où interviennent la fierté et le machisme), les rixes meurtrières (fréquemment dues à des états éthyliques) ou, selon la formule de S. Adorno¹ au sujet du Brésil, les « morts au détail » (conçus comme la manifestation ultime de l'incivilité), obéissent, dans cette société colombienne en situation d'anomie, à des logiques comportementales plutôt indifférentes aux hostilités à l'œuvre au niveau national.

Il faut cependant revenir à la dynamique du conflit armé et aux pratiques de grand banditisme qui lui sont associées, pour comprendre l'évolution de la perception des violences dans les métropoles. À la fois compatissants, indignés, et malgré tout spectateurs impuissants, les citoyens se sont longtemps sentis étrangers aux combats livrés dans les zones rurales. Quant aux batailles sanglantes entre mafias et aux assassinats « politiques », ils étaient certes commis dans leur ville, mais visaient des cibles bien identifiées : dirigeants ou militants de tout bord. Cette perception paradoxale d'une violence à la fois proche et distanciée se modifie radicalement à la charnière des années 1980-1990, durant la vague d'attentats perpétrés par les narcotrafiquants. L'homme de la rue se sait alors un objectif militaire potentiel et la crainte s'installe dans toutes les couches de la population. Après l'accalmie consécutive au démantèlement des cartels de Medellín puis de Cali, le sentiment d'insécurité physique baisse dans les villes et c'est l'exposition aux délits de droit commun qui génère progressivement une nouvelle appréhension. La stratégie actuelle des guérillas et des paramilitaires, basée sur la coercition, la terreur, et impliquant la population civile, change à nouveau et en profondeur la situation. Des enlèvements réalisés à une échelle sans précédent en Colombie (coups de force massifs dans les villes, « pêches miraculeuses² » sur les axes routiers du pays)

¹ Cité par Peralva : séminaire « Villes et violences », Université Toulouse 3, 19 mars 2000.

² Symbole d'une brutalité ne distinguant plus ses victimes, ce procédé lancé par la guérilla (rapidement copiée par la délinquance commune) consiste à arrêter au hasard des

témoignent de la violence toujours plus prosaïque pratiquée par ces acteurs. Les citoyens se sentent submergés par cette escalade, du reste largement médiatisée, qui les touche de plus en plus directement. C'est peut-être là que se situe le point de rupture avec les années antérieures. Ce n'est pas l'augmentation globale du nombre de victimes de la violence « politique » qui est en cause. Les chiffres avancés par la commission d'étude de 1987 sont impossibles à actualiser pour la période récente, mais les chercheurs en conviennent unanimement : au niveau national (en intégrant donc les zones rurales où, à l'inverse des villes, ils sont très présents), les protagonistes du conflit armé ne sont responsables que d'une faible partie des homicides et de la moitié seulement des enlèvements. C'est parce qu'une fraction de plus en plus large de la population urbaine, appartenant principalement à la classe moyenne, risque maintenant d'être l'objet d'un de ces actes, qui frappent l'imagination, restreignent toutes les formes de libertés et, plus encore, s'ajoutent à la hausse de la délinquance survenue au début des années 1990, que se développe un sentiment global d'insécurité, devenu aujourd'hui insupportable pour l'ensemble de la société.

Les guérillas n'ont toujours pas la capacité de transférer le conflit dans les villes (Echandía, 2002 : 34). Elles peuvent pourtant le laisser croire en profitant également de la « vulnérabilité des sociétés modernes » (David, 1999 : 81-84), spécialement dans les aires urbaines. Le blocage des voies d'accès ou de l'approvisionnement en énergie ou en eau est un bon exemple de ce type de combat qui, sans nécessité de livrer bataille, affecte au quotidien la vie citadine et marque fortement les esprits. Dans un tel contexte, il est sûr que les attentats meurtriers commis dans les métropoles et dans les chefs-lieux départementaux depuis l'avènement du président Uribe en août 2002, portent l'exaspération des habitants à son comble. Cependant, la prise de conscience de l'ampleur du conflit armé par la population urbaine tient aussi à l'arrivée continue dans leur ville des *desplazados*, ces migrants internes délogés par les combats.

1.4. Les *desplazados*, « nouveau problème urbain » ?

Les déplacements forcés sont certainement l'une des conséquences les plus graves de la violence sévissant en Colombie, par le nombre de personnes touchées et par la brutalité et la profondeur des ruptures qu'ils provoquent. Le problème n'est pas nouveau et a accompagné les différentes étapes de l'histoire du pays. Les évaluations chiffrées concernant les *desplazados* sont

véhicules, pour y choisir des occupants qui seront échangés contre rançon, aussi maigre soit-elle. La peur de l'enlèvement est telle que nombreux sont ceux qui n'osent plus sortir des agglomérations.

pourtant récentes¹ et encore fragmentaires. Elles n'arrivent notamment pas à différencier les flux dus directement à la violence de ceux dont les mobiles sont plutôt économiques. D'après D. Merteens (2000), les meilleures données sont celles de la CODHES (*Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento*)². Il est possible d'en tirer quelques tendances générales, malgré l'énorme diversité des situations prises en compte. Près de deux millions de personnes ont été déplacées entre 1985 et 1998, mais le phénomène connaît une accélération considérable durant cette période : 700 000 personnes environ durant la première décennie (entre 1985 et 1994), pour plus d'un million durant les cinq années suivantes (1995-1999)³. Le gouvernement ne reconnaît quant à lui qu'une population déplacée de 381 755 personnes pour la période 1996-1998, soit la moitié environ du chiffre avancé par la CODHES.

Ces déplacements, dont sont responsables dans 90 % des cas les acteurs du conflit armé⁴, ont pour point de départ les zones soumises aux rigueurs de la guerre. Ils s'effectuent comme conséquence directe des combats, pour échapper à la venue annoncée des belligérants⁵, ou à la suite d'expulsions visant l'appropriation des terres. Aussi, bien que toutes ne proviennent pas du monde agricole et que certaines soient parfois citadines, les personnes déplacées sont essentiellement d'origine rurale. D'autre part, si quelques déplacements collectifs sont répertoriés, généralement imputables aux actions des paramilitaires, l'immense majorité des déplacés fuient individuellement ou en famille⁶. Ils tentent d'abord de s'installer à proximité de leur ancienne résidence et des réseaux locaux qu'ils ont tissés. Toutefois, l'enchaînement des persécutions et la précarité économique les conduisent le plus souvent, à plus ou moins brève échéance, vers les chefs-lieux municipaux, départementaux et, finalement, les métropoles. À mesure que les flux augmentent, le spectre des lieux concernés évolue : jusqu'en 1995 les municipes de départ restent les mêmes tandis que l'éventail des lieux d'arrivée s'agrandit. Depuis 1996, il s'opère à l'inverse une diversification des zones d'expulsion et une concentration des flux vers les centres intermédiaires et les métropoles.

¹ Le premier bilan mené à échelle nationale fut celui de la *Conferencia Episcopal de Colombia*, en 1994.

² www.codhes.org.co.

³ 1995 : 89 000, 1996 : 181 000 ; 1997 : 257 000 ; 1998 : 308 000 ; 1999 : 228 000 ; 2000 : 317 000 ; 2001 : 342 000 ; 2002 (janv.-juin) : 204 000 (Codhes, 2001 et 2002).

⁴ Paramilitaires : 47 % ; guérillas : 35 % ; forces armées : 8 %. Les 10 % restants sont attribuables à des inconnus, des narcotrafiquants, des milices, etc.

⁵ Ces déplacements préventifs sont maintenant majoritaires (74 % des cas recensés en 1997 : Agier, 2003). Ils sont provoqués par la peur, par le danger de voir ses enfants enrôlés, ou par des menaces directes.

⁶ Plus de 30 % des foyers de déplacés ont une femme pour chef de ménage, parmi lesquelles 40 % sont veuves (Merteens, 1999 : 409).

Les plus grandes villes sont choisies préférentiellement car elles donnent la possibilité de se fondre dans l'anonymat, procurent davantage d'opportunités économiques et un accès aux statuts de victimes juridiques et d'assistés sociaux, que confère l'aide publique. Mais si les villes offrent une échappatoire aux affrontements armés, elles recèlent d'autres manifestations de violence et d'exclusion affectant surtout les populations les plus vulnérables. Ces conditions sont exacerbées pour les déplacés qui sont contraints de reconstruire un projet de vie dans un contexte souvent inconnu et distant. De fait, leur difficile insertion ne résulte pas uniquement des obstacles rencontrés pour se loger (les réseaux de connaissances jouent là un rôle essentiel), ou pour trouver de quoi subvenir à leurs besoins sur un marché du travail où la compétition est accrue par la crise économique (l'économie informelle, le secteur de la construction et le *rebusque* sont leurs uniques sources de revenus¹). Les déplacés sont également confrontés à une stigmatisation qui opère à deux niveaux : pour avoir abandonné leur lieu de vie, on les soupçonne d'être impliqués dans l'un ou l'autre des camps ; pour être dans un total dénuement, on leur attribue un comportement potentiellement violent. Les études contredisent pourtant cette dernière allégation : ce ne sont pas les immigrés récents qui génèrent la violence dans les villes. Cette dernière ne se manifeste avec force qu'à partir de la fin des années 1980, alors que la croissance urbaine par afflux de migrants s'est achevée dès la décennie précédente (chapitres 1 et 2). Les déplacés, qui « ne sont pas autre chose que des individus ordinaires confrontés à des situations anormales, enfermés dans une logique de lutte permanente et non désirée, de survie et de résistance » (Osorio, 2002 : i-ii), sont donc à plus d'un titre, les victimes « désignées » d'abord de la violence des acteurs armés, ensuite du regard les stigmatisant comme un « nouveau problème urbain ».

1.5. Une violence généralisée ?

Nous avons soutenu dans toute cette première partie la nécessité d'une distinction des différentes formes de violence selon leurs manifestations (homicide, grand banditisme, petite délinquance...), leurs contextes (rural, urbain) et leurs motivations (conflit armé, trafic de drogue, intolérance...). Mais ces classifications utiles à l'analyse s'avèrent insuffisantes, tant les phénomènes interfèrent entre eux et se renforcent mutuellement. Les connexions multiples et changeantes qui s'établissent entre les acteurs empêchent de décomposer précisément les faits, selon

¹ Les femmes trouvent généralement vite un travail (emplois domestiques, vente ambulante, etc.). Les hommes, dont les compétences sont rarement adaptées au marché urbain, sont plus dépendants des dispositifs d'aide de l'État ou des ONGs.

qu'ils s'inscrivent dans le champ politique, économique ou social¹. Où s'arrête « le politique » et où commence la délinquance « économique » ou la « violence sociale », dans un pays qui n'a pas résorbé les injustices ayant légitimé la naissance de la « rébellion » voilà plus de 30 ans ? Dans quelle mesure interviennent l'intolérance exacerbée ou la vengeance personnelle dans le passage à l'acte violent ? De quel poids pèsent les tourments pécuniaires vécus par les plus démunis, lorsque l'on sait que le « métier des armes » s'offre à eux comme une forme de salariat, où l'affiliation n'est en rien définitive, dictée qu'elle est par les circonstances ? De telles interrogations peuvent conduire au constat d'une violence « généralisée », au sens défini par D. Pécaut : « lorsque les phénomènes divers de violence entrent en résonance et définissent le contexte de la plupart des interactions collectives » (Pécaut, 1996 : 226). Dans cette vision il peut subsister, même implicitement, l'idée de la prépondérance du conflit armé sur la dynamique d'ensemble des violences en Colombie.

Nous pensons quant à nous que la population colombienne n'est pas affectée uniformément. Le climat d'agressivité diffuse peut être interprété comme une réaction à une vie quotidienne sous tension, mais les passages à l'acte répondent surtout à des motivations dont la source est à rechercher dans le domaine socio-économique, au sein d'une société où règnent iniquité et impunité. Par ailleurs, alors que par le passé la violence était plutôt circonscrite aux zones rurales et aux fronts pionniers, depuis une quinzaine d'années les villes sont également touchées. De là vient aussi la généralisation signalée par la majorité des spécialistes, qui concordent pour décrire un pays désormais frappé dans son ensemble par la violence politique. Or la violence dans les villes reste, dans sa majorité, imputable à d'autres acteurs que ceux du conflit armé. Aujourd'hui les guérillas n'ont réussi à établir dans les villes que des réseaux limités d'agents dont la mission essentielle se borne à un appui logistique des colonnes opérant dans les zones rurales. Malgré les attentats récents, meurtriers, spectaculaires et symboliques par le choix de leurs cibles, le gros du tribut payé par les villes à la violence homicide est de la responsabilité d'organisations délinquantes dépourvues de mobiles politiques.

¹ Construite à la lecture des travaux colombiens, cette catégorisation est aujourd'hui celle de la Banque Mondiale. Le premier type de violence serait produit par les insurgés de tous bords et les partis politiques, dans le deuxième sont classées les actions du grand banditisme et de la délinquance, le dernier concerne la sphère privée. (Moser et Shrader, 1999).

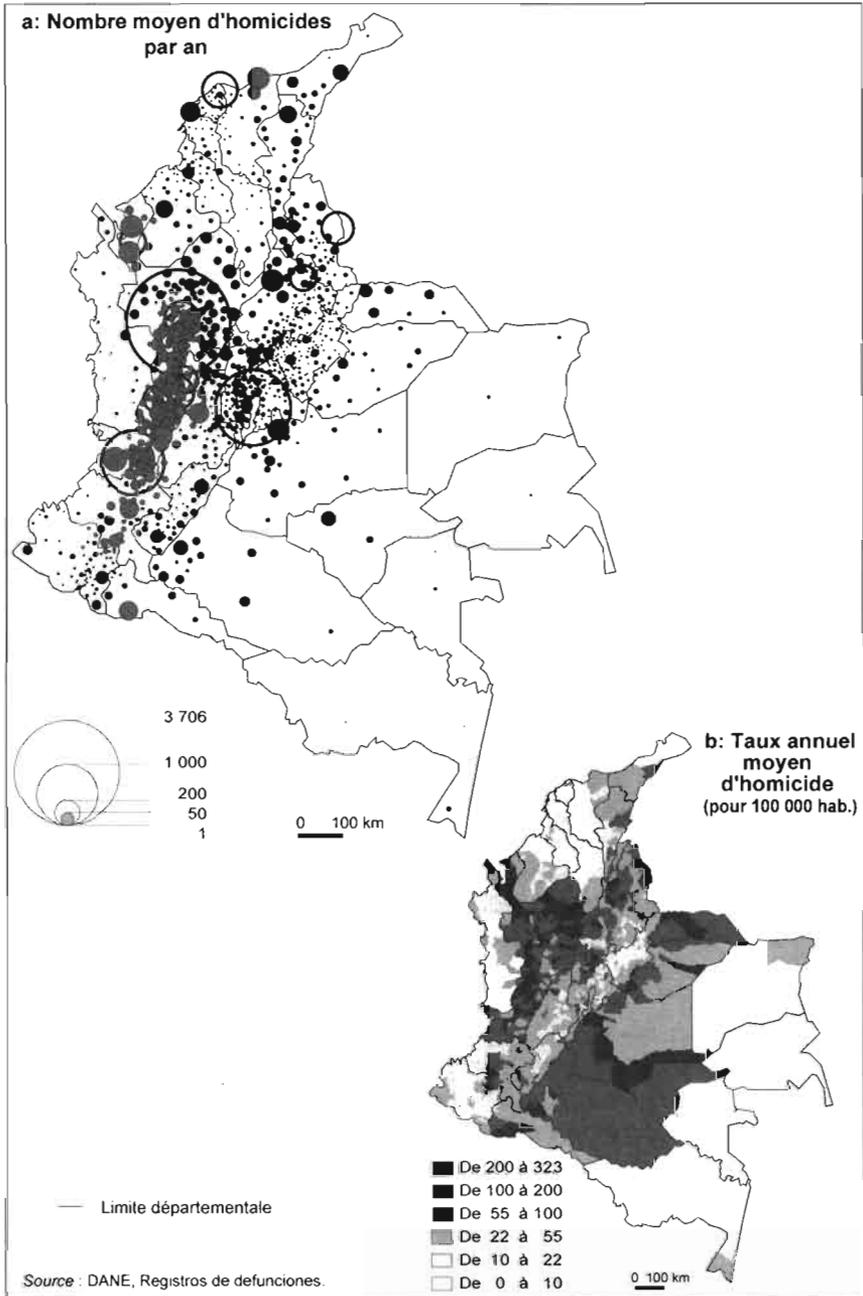
2. LA DYNAMIQUE SPATIALE DES HOMICIDES

La situation colombienne est telle que « les affrontements et les interférences qui la caractérisent peuvent susciter un contexte qui se substitue au contexte initial » (Pécaut, 1996 : 245). S'installe ainsi un processus d'auto-entretien des rivalités, avec pour conséquence une forte inertie spatiale de la violence. La persistance du phénomène en un lieu constitue ainsi un élément tout aussi signifiant que le degré qu'il y atteint. C'est donc l'étude simultanée de ces deux critères (intensité et durée), qui rend le mieux compte de l'impact de la violence sur les espaces touchés. Dans la répartition et l'évolution des nombres et des taux d'homicide observées jusqu'en 1998 apparaissent les deux principaux facteurs structurant la géographie de la violence en Colombie : la densité de la population et celle des ressources économiques dans les zones rurales. Les métropoles (Bogotá, Medellín et Cali) ont, dans l'évolution des statistiques nationales, un rôle prépondérant mais différencié qui mérite un examen particulier. À l'échelle intra-urbaine, la comparaison de Bogotá et Cali montre certaines régularités dans la temporalité, les caractéristiques des victimes et la répartition spatiale des homicides. Enfin, à l'aune d'une comparaison internationale avec d'autres capitales, Bogotá ne mérite pas son image de ville touchée par une violence paroxysmique.

2.1. L'implantation des homicides : population et ressources marchandes

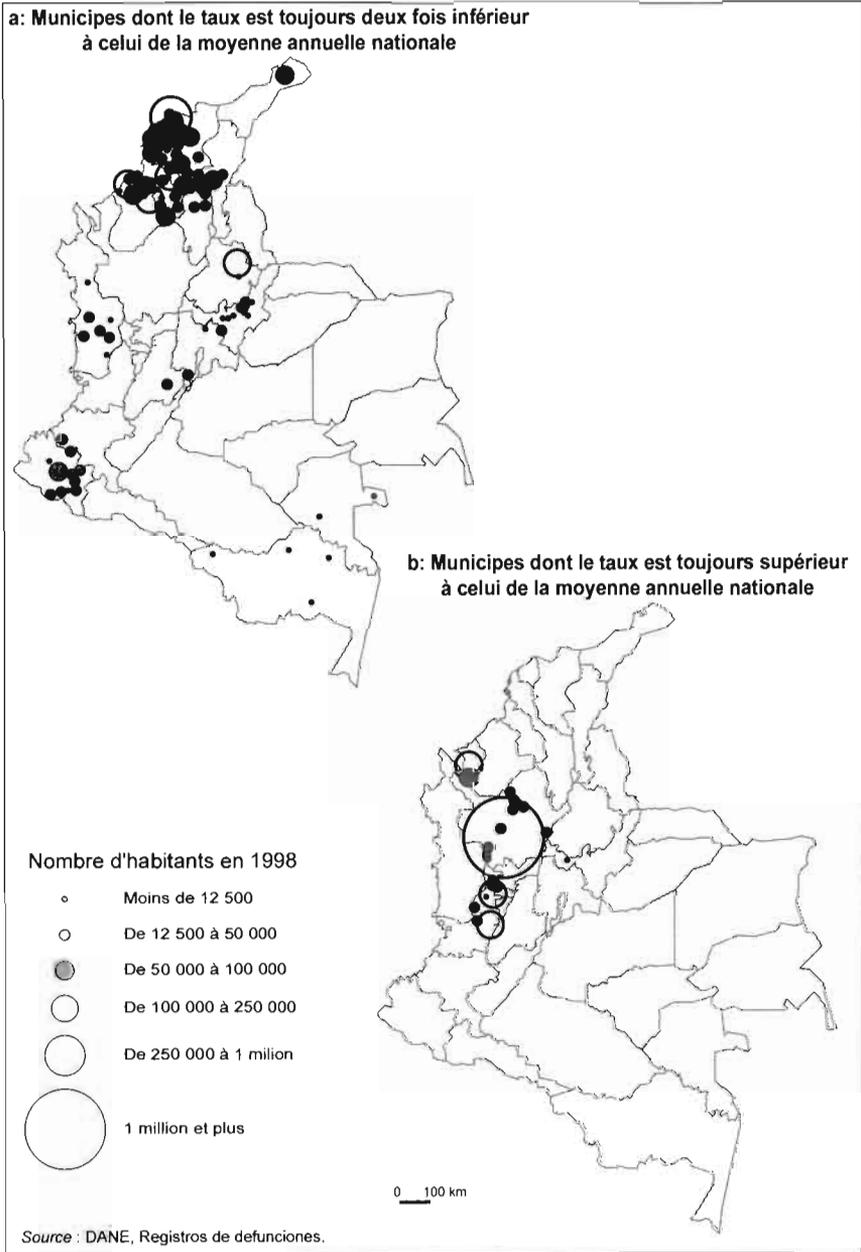
Vue sous l'angle du nombre de faits perpétrés (carte 5.1a), la distribution des homicides par municipale traduit les structures élémentaires de peuplement du territoire et met en lumière l'acuité du problème dans certaines villes. La corrélation globale entre nombre d'habitants et nombre d'homicides est toutefois contredite dans les trois premières agglomérations du pays, avec l'importance disproportionnée des homicides à Medellín alors que leur nombre est bien moindre à Bogotá et à Cali. Nous reviendrons sur ces inversions dans la section suivante. Il faut bien entendu raisonner en taux pour compléter cette vision (carte 5.1b). La carte de l'intensité de la violence homicide se différencie alors clairement de celle du peuplement. Outre la large bande méridienne qui coïncide avec la Colombie andine et caraïbe effectivement très peuplée, ressortent certaines portions du territoire, très affectées bien que faiblement occupées : les municipales du piémont oriental par exemple. Au sein des régions peuplées, les villes côtières caraïbes sont relativement épargnées, de même que l'*Altiplano* de la cordillère orientale, avec notamment le faible taux enregistré à Bogotá. La cartographie des municipales les moins et les plus violents entre 1982 et 1998 (carte 5.2) confirme que des municipales

Carte 5.1 – La violence homicide par municipale de 1982 à 1998



Conception et réalisation : O.Pissoat

Carte 5.2 – *Municipes peu violents et très violents entre 1982 et 1998, selon leur taux d'homicide pour 100 000 habitants*



de tailles très différentes peuvent appartenir à une même classe, mais leur concentration géographique atteste d'une logique spatiale de répartition. L'interprétation de ces différences entre les distributions spatiales des habitants et des homicides nous ramène au conflit armé. Plus que la répartition de la population, c'est l'intérêt stratégique des lieux et des ressources économiques qu'ils recèlent qui expliquent la localisation des groupes armés et, partant, des régions où prime l'usage de la force. Comme le prouvent les travaux de C. Echandía, le contrôle de la production et de la commercialisation des richesses, licites ou non¹, est désormais un enjeu essentiel pour les protagonistes du conflit. Ces derniers s'éloignent du reste de plus en plus de leurs bases sociales, dispensés qu'ils sont, par ces ressources financières, d'acquérir un soutien populaire pour asseoir leur capacité militaire (Pécaut, 2002 : 15).

Des travaux statistiques comme ceux de Gaitán (1995 : 236-245) ont montré l'absence de corrélation marquée entre nombre d'habitants et taux d'homicide. En effet, les logiques qui les sous-tendent sont distinctes. Le nombre d'homicides suit dans une large mesure la concentration de population et nous renvoie à la violence de droit commun, principalement urbaine, dont nous avons vu tout au long de la première partie qu'elle est généralement dénuée de mobiles politiques. Pour être en quelque sorte « diluée » dans des effectifs de population importants, et donc moins visible dans les taux, cette « violence ordinaire » n'en est pas moins le fait statistique majoritaire. La logique du taux, quant à elle, est très liée aux stratégies des acteurs du conflit armé et à la compétition qu'ils se livrent pour accéder aux ressources marchandes : elle est par conséquent plus dépendante de la distribution spatiale de ces dernières que de celle des habitants. Ces deux logiques à l'œuvre sont trop souvent perçues dans le champ de la « violentologie »² comme antinomiques. Elles opèrent en fait simultanément, interagissent dans certains cas, mais leur identification séparée s'impose si l'on veut situer, comme on vient de le faire, l'importance statistique inégale de leurs deux moteurs : l'homicide de droit commun domine alors largement celui d'origine politique.

Comment évoluent, sur notre période d'observation, la statistique des homicides et son implantation spatiale ? L'observation du taux d'homicide en Colombie de 1982 à 1998 (tableau 5.1) montre d'abord une montée générale de la violence durant la première décennie jusqu'au maximum atteint en 1991 et 1992, suivie d'une baisse globale jusqu'à 1998.

¹ On peut citer notamment les plantations de bananes d'Urabá, les bassins aurifères du Bas-Cauca et du Sud Bolívar, les bassins pétrolières au nord du piémont oriental, la région des émeraudes du Boyacá, la coca surtout dans les plaines orientales et le bassin de l'Amazone, l'opium dans les cordillères centrale et occidentale où les terrains de l'axe caféier, en crise, sont très propices à son exploitation commencée vers 1990.

² Néologisme des medias colombiens, désignant l'étude de la violence.

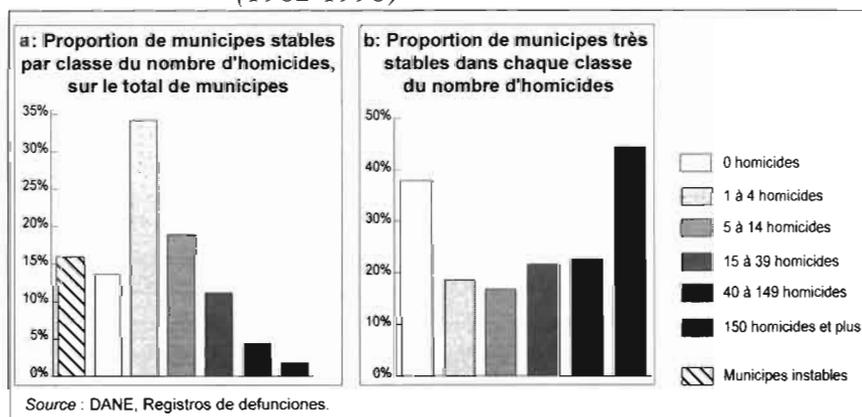
Tableau 5.1 – Taux d'homicide en Colombie (1982-1998)

Années	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
Taux (nombre d'homicides pour 100 000 habitants)	31	31	31	39	46	50	57	63	65	78	79	73	69	63	66	55	59

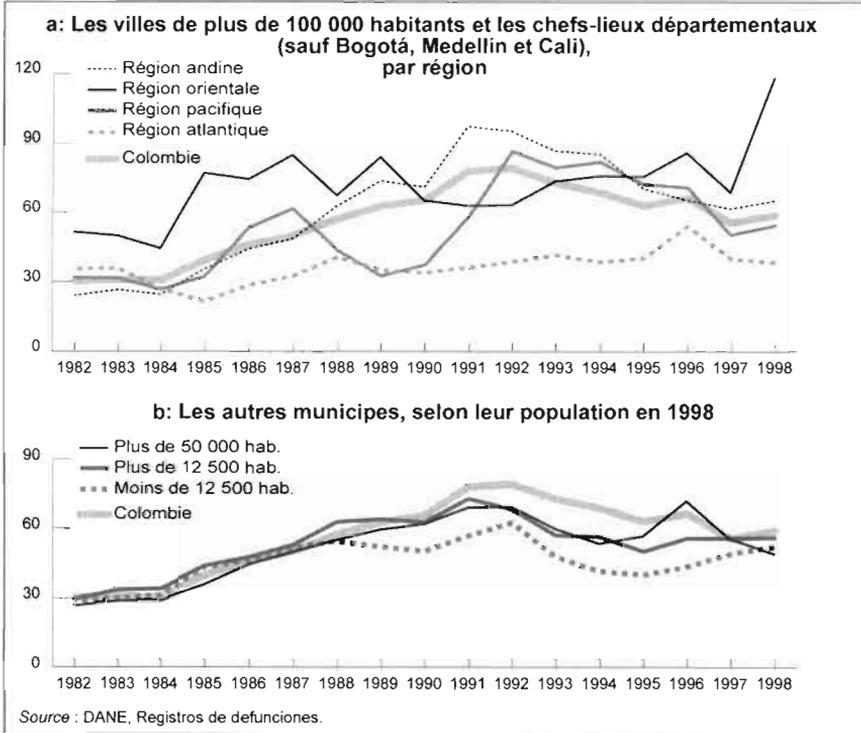
Source : DANE, Registros de defunciones.

Dans ce contexte national, pour repérer les zones que nous appellerons ici « stables » et « instables », nous avons défini comme stables les municipes touchés de façon similaire (même classe de nombre d'homicides) durant la majorité du temps, soit 9 ans ou plus (graphique 5.1a). Une telle catégorisation met en lumière deux faits principaux. D'une part, 84 % des municipes colombiens peuvent être considérés comme stables. Pareille proportion indique à quel point la violence est ancrée sur le territoire et repose sur des bases qui perdurent dans le temps. Mais d'autre part, parmi ces municipes, la situation est contrastée d'une classe à l'autre. Les différences s'accroissent encore lorsque l'on s'attache aux municipes que l'on peut qualifier de « très stables », c'est-à-dire qui demeurent plus des 3/4 du temps (13 ans ou plus) dans une classe identique (graphique 5.1b). Là, les municipes inventoriés dans les classes extrêmes se distinguent nettement par une plus forte constance : 38 % de ceux, très calmes, où il n'est pas enregistré d'homicide sont très stables, de même que 44 % de ceux, très violents, où sont perpétrés 150 homicides ou plus par an. Les zones très calmes (0,9 % de la population colombienne) et plus encore les zones très violentes (30,7 % de la population colombienne) le sont donc de manière endémique.

Graphique 5.1 – La stabilité de la répartition des homicides (1982-1998)

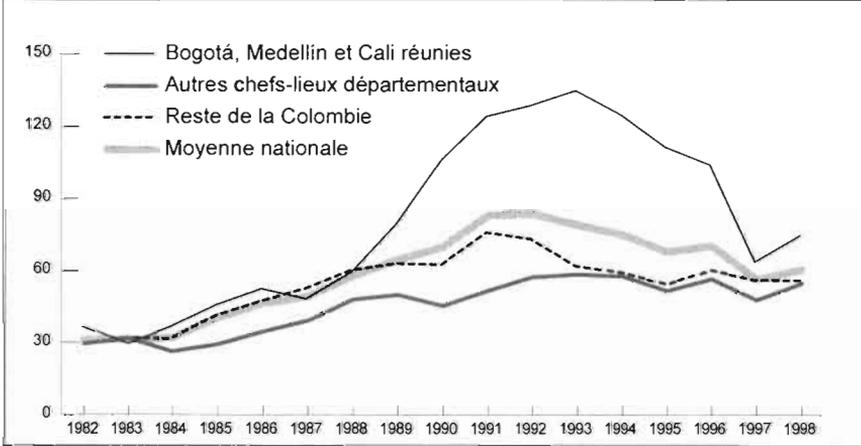


Graphique 5.2 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants, par rang ou taille de municipes (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

Graphique 5.3 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants des municipes selon trois catégories (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

Cette stabilité d'ensemble n'empêche évidemment pas que se manifestent des fluctuations conjoncturelles à l'échelle locale, très liées aux épisodes et théâtres d'opérations militaires (graphique 5.2a). Il est ainsi possible d'opposer la région orientale au taux presque toujours supérieur à celui de la Colombie à la région Caraïbe beaucoup plus clémente, ou bien encore la région andine dont la courbe reste proche en tendance de celle du pays à la région Pacifique où alternent des phases d'accalmie et d'aggravation¹. À l'inverse, en différenciant les autres municipes selon leur taille de population, les évolutions sont toutes similaires (graphique 5.2b).

Au total, sur la plus grande partie du territoire, l'implantation des différents niveaux de violence ne varie guère dans le temps. L'inscription spatiale du phénomène n'est pas aléatoire et répond à un système causal durable. L'inertie est bien en effet une des caractéristiques principales de ses deux déterminants principaux : la distribution de la population et celle des ressources économiques.

2.2. Le poids des métropoles

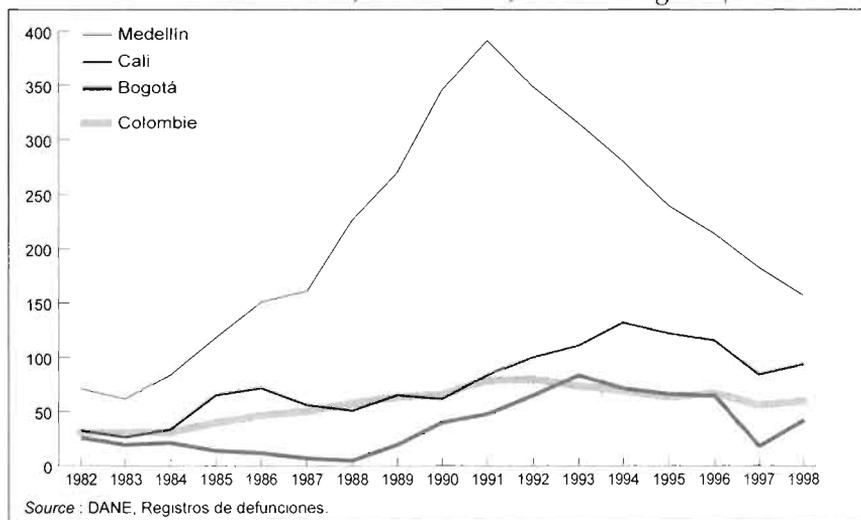
Dans l'évolution du taux d'homicide par types de municipes colombiens depuis 1982, deux périodes doivent être distinguées (graphique 5.3). De 1982 à 1988, les taux de Bogotá, Medellín et Cali réunies, des autres chefs-lieux départementaux et du reste du pays augmentent de façon parallèle : les trois métropoles et le reste du pays gardent des taux très proches (respectivement 44 et 42 hpcmh en moyenne), alors que les autres chefs-lieux départementaux, moins touchés (34 hpcmh), restent en deçà de la moyenne nationale. De 1989 à 1996 une forte différenciation s'instaure. Les trois métropoles se détachent nettement et voient, en dépit d'une forte baisse après 1993, leur taux moyen sur la période atteindre le chiffre de 114 hpcmh, soit une hausse de 159 % par rapport à celui de la période précédente. Pour les deux autres catégories cette croissance est bien moindre (57 et 52 %), mais surtout, tandis que pour les chefs-lieux départementaux le niveau de violence s'élève légèrement, celui du reste du pays, désormais inférieur à la moyenne nationale, faiblit en tendance de manière modérée mais régulière jusqu'en 1997. En résumé, alors que pendant les années 1980 la violence homicide obéit aux mêmes orientations pour l'ensemble du pays, dans les années 1990 elle s'intensifie dans les principaux centres urbains et surtout les métropoles ; le poids de celles-ci sur l'évolution de la statistique nationale devient alors déterminant. L'année 1997 semble marquer,

¹ La détérioration de la situation de la côte Pacifique ces dernières années est en grande partie occultée par le poids de Buenaventura, le port de Cali, qui suit complètement l'évolution de sa métropole.

en même temps que le retour à des taux nationaux comparables à ceux de la fin des années 1980, le rétablissement d'un régime d'évolution commun à l'ensemble du pays¹.

Pour autant, il n'y a pas un comportement homogène des trois métropoles (graphique 5.4). La singularité de Medellín est criante. Déjà double de celui de l'ensemble du pays au début des années 1980, son taux est en constante progression jusqu'en 1991, où il atteint 392 hpcmh, le quintuple de la statistique nationale. Malgré une chute constante depuis, il demeure en 1998 trois fois plus élevé que la moyenne colombienne. Trois pistes principales peuvent apporter des éléments d'explication à ce niveau de violence exceptionnel. Capitale d'Antioquia au cœur d'une importante zone de colonisation agraire, Medellín hérite d'une longue tradition de conflits sociaux, souvent conclus dans la violence. Plus récemment, la métropole est au centre des espaces qui sont l'enjeu du conflit armé et du trafic de drogue et, de ce fait, est le lieu par excellence de l'interaction entre violence politique et grand banditisme (nettoyage social, milices de tout bord, etc.). Enfin, les études de Salazar (1992 et 1998) ont bien illustré la pénétration sociale profonde des pratiques délinquantes et leur impact homicide dans les quartiers populaires de la ville ; une dynamique qu'on ne retrouve pas, ou en tous cas pas avec une telle intensité, à Cali et encore moins à Bogotá.

Graphique 5.4 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants, à Medellín, Cali et Bogotá (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

¹ Cette hypothèse est encore fragile puisque notre série chronologique détaillée par municipes s'arrête en 1998. Cependant les données supplémentaires dont nous disposons pour les trois grandes métropoles jusqu'en 2001 ne la démentent pas : elles montrent une légère tendance à la hausse (environ 83 en 1999, et 84 en 2001, en moyenne pour les trois villes), imputable entièrement aux taux de Medellín (169 en 1999, 211 en 2001).

Sans commune mesure avec celui de Medellín, le niveau de violence homicide à Cali est cependant élevé. Son taux annuel, souvent équivalent à la moyenne nationale, la dépasse à deux moments. Le premier, limité aux années 1985-1986, correspond à des circonstances spécifiques à Cali : la pleine activité du cartel de la drogue et des opérations de nettoyage social qu'il y a fomentées (Camacho et Guzmán, 1990 : 80 et 123). Le second, qui débute en 1991, renvoie d'abord à la dynamique économique commune à l'ensemble du pays : la crise de l'emploi consécutive à la politique d'ouverture économique (1991-1993). Ce processus influence aussi l'évolution de l'homicide à Bogotá, comme en témoigne le parallélisme presque constant des deux courbes à partir de cette date. Depuis 1994 cependant, la différence entre les taux des deux villes augmente. L'État, après « en avoir terminé » à Medellín et exécuté Pablo Escobar en décembre 1993, engage la répression contre l'organisation des frères Orejuela. À Cali, l'effondrement de l'économie induite par l'argent sale s'ajoute alors à l'impact de la crise économique sur l'emploi, aujourd'hui à son faîte.

À l'inverse de Medellín et Cali, Bogotá est presque toujours moins violente que l'ensemble du pays. Dans les années 1980 la ville voit même son taux diminuer alors qu'il augmente partout ailleurs. À partir des années 1990 la violence s'y aggrave au point de rejoindre pour un temps le niveau national. L'écart entre la capitale et les deux autres métropoles a une explication principale, qui revient dans tous les entretiens menés avec des spécialistes : les réseaux de narcotrafiquants n'y sont pas puissamment établis comme à Medellín et Cali. À Bogotá, le commerce de stupéfiants se déploie essentiellement en fonction de la consommation locale (en hausse permanente) et, s'il s'agit d'exportation, la ville ne sert le plus souvent que de point de départ des « mules » vers l'étranger¹. L'influence des mafias de la drogue, « plus tardive et exogène »², ne s'y appuie pas sur les mêmes dispositifs et n'entraîne pas la même prolifération de bandes armées, organisées pour l'assassinat. Pour expliquer la violence homicide à Bogotá, il faut donc envisager des facteurs économiques et sociaux endogènes, que nous allons aborder maintenant par différents biais.

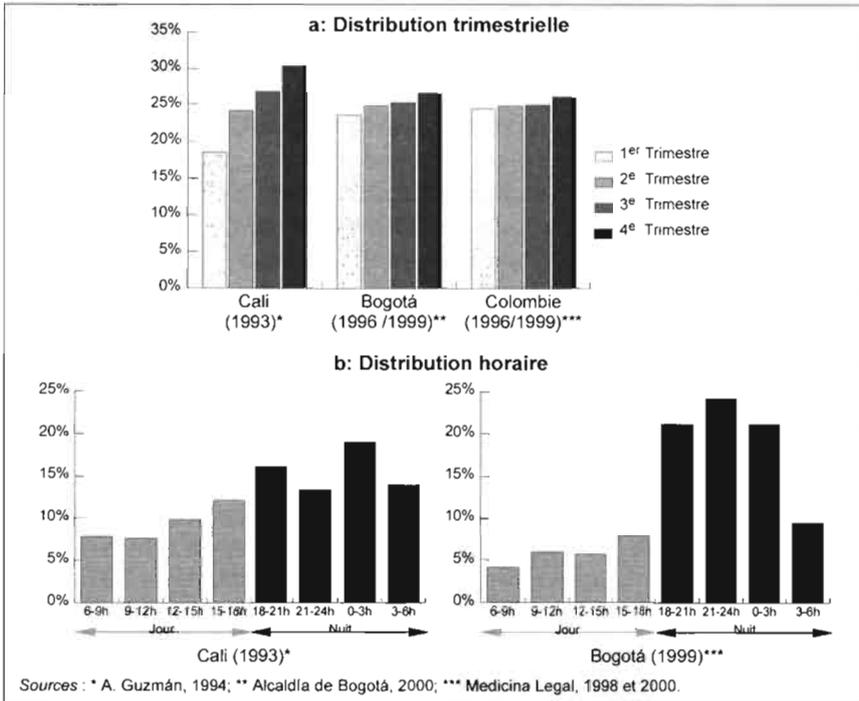
2.3. Bogotá et Cali : des régularités structurelles qui dépassent le cadre colombien

L'évolution analogue de Bogotá et Cali tout au long des années 1990 est d'autant plus remarquable que la violence létale semble y

¹ Entretien avec le colonel Ricaurte, novembre 2000 : « Le rôle de Bogotá est encore atténué ; tous les procès-verbaux se recourent : les mules arrêtées à l'aéroport n'ont pas été chargées à Bogotá, mais plus tôt, spécialement dans la région caféière, à Pereira par exemple ». Cet avis se vérifie à la lecture des témoignages réunis par A. Molano (1997).

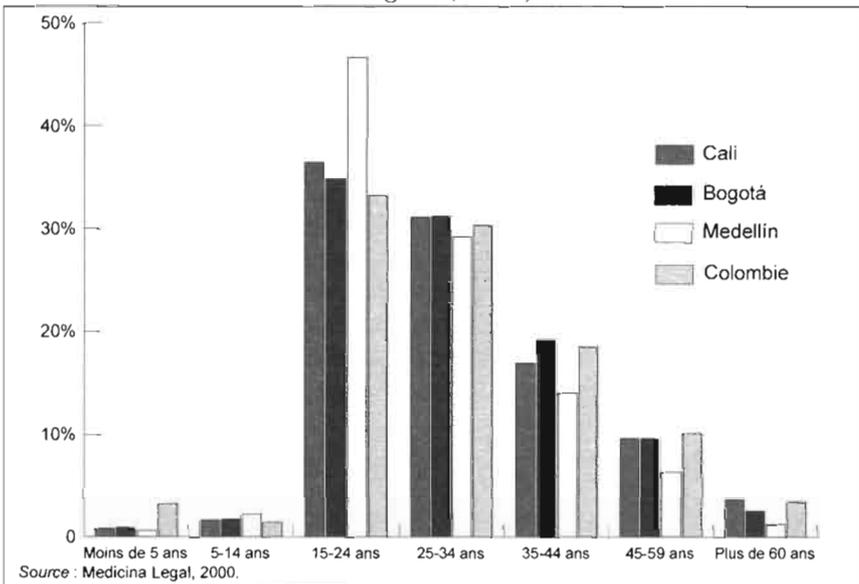
² Entretien avec M.V. Llorente, novembre 2000.

Graphique 5.5 – Distributions temporelles des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1999)



Conception et réalisation : O.Pissoat

Graphique 5.6 – Groupes d'âge des victimes d'homicide à Cali et Bogotá (1996)



Conception et réalisation : O.Pissoat

réagir à une série de facteurs communs. La différence d'intensité provient en revanche de conditions spécifiques, parmi lesquelles l'implantation du crime organisé joue un rôle essentiel.

Les « temps forts » de la violence homicide

Comme le montre le graphique 5.5a, le nombre d'homicides augmente progressivement au cours de l'année, pour culminer au dernier trimestre. Cette tendance, plus marquée dans les métropoles, se retrouve pour l'ensemble de la Colombie¹. Les fêtes de fin d'année sont l'occasion de nombreux achats, souvent onéreux. Certaines personnes sont alors tentées de recourir à la violence pour se procurer les moyens de participer aux réjouissances communes. D'autres ressemblances dans les calendriers de l'homicide à Bogotá et Cali renvoient à des explications économiques. Les employés colombiens étant payés le plus souvent à la quinzaine, on enregistre tous les quinze jours une augmentation du nombre des homicides, notée par Guzmán pour Cali (Guzmán, 1994 : 20) et par Segovia pour Bogotá (Segovia, 1994 : 22). De même, l'analyse des données journalières révèle une fréquence supérieure des homicides en fin de semaine, les trois journées de vendredi, samedi et dimanche en concentrant au moins la moitié. Confirmés par l'étude de Segovia qui pointe de façon identique les jours fériés et les « ponts » (*Ibid.* : 20-22), ces résultats signalent ce que Guzmán appelle la *rumba pesada* (Guzmán, 1994 : 28), c'est-à-dire les comportements violents associés à la fête et à la consommation d'alcool et de drogues. Enfin, la distribution horaire des homicides montre dans les deux villes une recrudescence pendant la nuit (graphique 5.5b). Bien sûr, aucun de ces résultats n'est spécifique du contexte colombien.

Les caractéristiques démographiques des victimes d'homicide

Les groupes d'âge les plus touchés par la violence sont ceux des jeunes (15-24 ans) et des jeunes adultes (25-34 ans), dans les métropoles comme dans l'ensemble du pays (graphique 5.6). Là non plus, rien de spécifique à la Colombie : les travaux de la BID se basent ainsi sur ces tranches d'âge et leurs projections démographiques pour prévoir l'évolution de la violence en Amérique latine (BID, 2000 : 71-78). De même, comme ailleurs dans le monde, ce sont les hommes qui sont de très loin les plus touchés (autour de 93 % des victimes aussi bien à Cali qu'à

¹ Il faut noter cependant qu'en dehors des villes, les saisonnalités sont autres. Ainsi, dans la zone du café, une hausse du nombre d'homicides se produit au moment des récoltes, avec la migration saisonnière d'une main-d'œuvre majoritairement masculine. Au niveau national, la distribution peut aussi montrer certains pics circonstanciels, notamment à l'approche d'élections qui entraînent un regain de l'activité des acteurs du conflit armé afin d'influencer le vote ou de l'empêcher dans les zones qu'ils contrôlent.

Bogotá, ou dans le reste du pays). Or d'après Chesnay (1999 : 128), l'ampleur du déséquilibre entre les sexes est un indice de la gravité de la situation : « Dans les sociétés avancées, où le crime n'occupe plus qu'une place marginale, souvent limitée pour l'essentiel à la sphère familiale, le nombre de victimes masculines ne dépasse généralement que de peu le nombre de victimes féminines, et le rapport des pertes masculines aux pertes féminines est systématiquement inférieur à deux. En revanche, là où l'État est déficient et le crime organisé tout puissant, les victimes sont pour les 4/5, voire davantage, des hommes, en raison des affrontements entre bandes rivales. C'est aujourd'hui le cas en Russie ». Ainsi, la surmortalité masculine par homicide est assez banale, mais le niveau qu'elle atteint en Colombie ne l'est pas. Dans la tranche 25-45 ans, elle se traduit par « une différence de plus en plus nette dans l'espérance de vie à la naissance des deux sexes, de presque huit ans en 1990 » (Dureau et Flórez, 1996 : 142-143).

Les mobiles des homicides

La détermination du mobile d'un homicide est bien sûr sujette à caution et les catégories employées sont vagues. Sous l'appellation « règlement de compte » peuvent ainsi être réunis différents types d'homicides, puisque l'on n'en connaît généralement pas le responsable (acteur politique ou malfaiteur ?). Dans ce cas c'est la connaissance du sujet et du terrain qui font dire aux experts qu'il s'agit de « simples » criminels plutôt que de guérilleros ou de paramilitaires. Les chiffres sont néanmoins instructifs.

Tableau 5.2 – *Les mobiles présumés des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1998)*

	Cali (1993)*	Bogotá (1998)**
Règlement de compte	51 %	37 %
Braquage/vol	19 %	26 %
Crime passionnel, dispute, rixe	15 %	21 %
« Intolérance sociale »	7 %	5 %
Autres	8 %	11 %

Sources : * Guzmán *et alii*, 1994 ; ** Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 1999.

Dans plus de 40 % des cas, aucun mobile ne peut être défini et, quand l'information existe, la violence extrême dans les relations privées et sociales (crime passionnel, dispute, rixe) n'est pas prépondérante. Décidément, l'hypothèse d'une « culture de la violence » avancée par certains observateurs ne tient pas. Mais surtout, il est flagrant que la situation vécue à Cali et Bogotá n'a pas de lien direct avec le conflit national : les rivalités entre

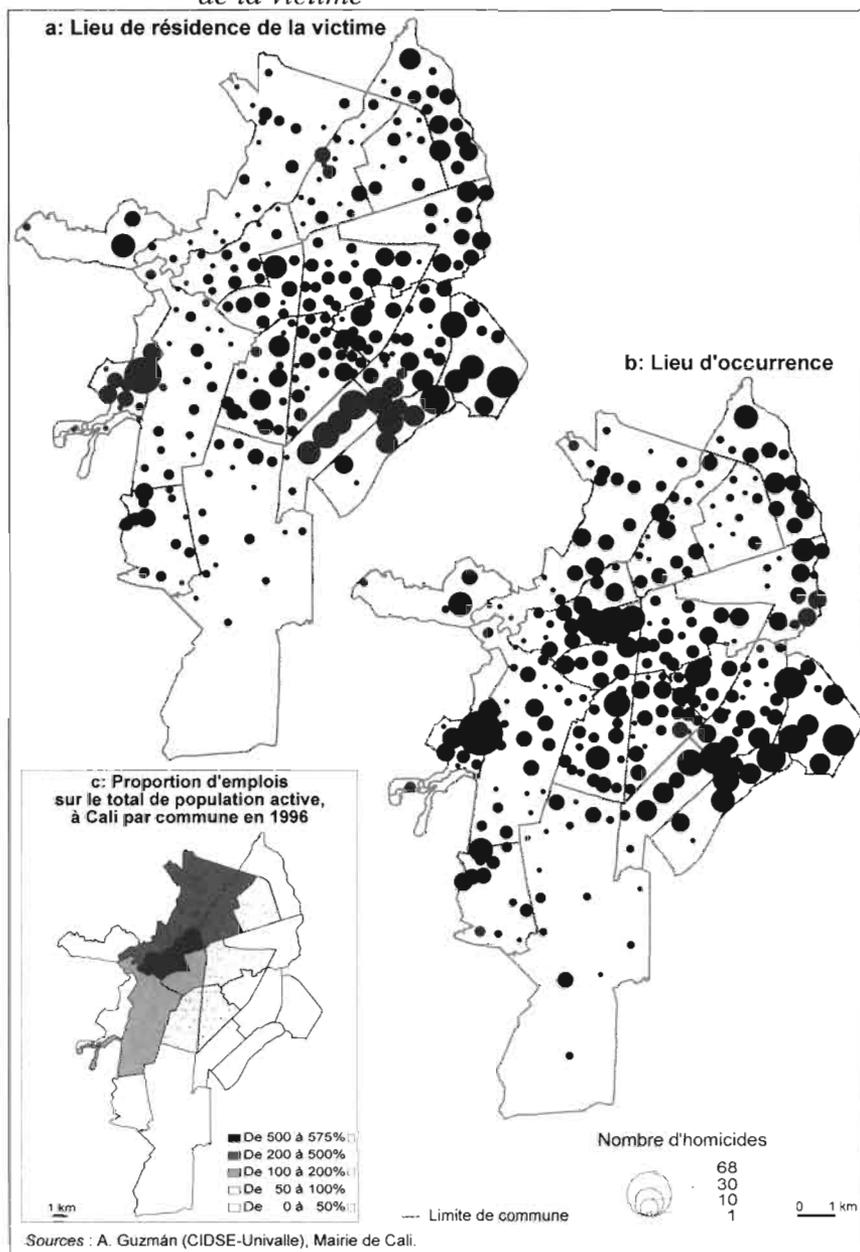
malfrats (règlement de compte) et les crimes pour raisons économiques (braquages) totalisent respectivement 70 et 63 % des mobiles identifiés. Au surplus, il y a concordance entre arme utilisée et mobile : au recours plus fréquent à l'arme à feu à Cali correspond la plus grande importance des règlements de compte, tandis qu'à Bogotá l'usage plus fréquent d'armes blanches coïncide avec l'abondance des disputes. Ces résultats indiquent bien la prééminence de la délinquance économique sur la violence homicide dans les deux villes (grand banditisme mais aussi secteurs délinquants et criminels moins organisés), avec toutefois une influence mafieuse plus prégnante à Cali.

La répartition des homicides à l'intérieur de la ville

Les données utilisées dans le cas de Cali permettent de comparer les lieux d'occurrence de l'homicide (il s'agit en fait du lieu où est retrouvé le corps) aux lieux de résidence des victimes. Dans le cas des lieux de résidence, on observe une nette concordance entre niveau socio-économique et intensité de la violence, les zones les plus touchées étant les plus pauvres (carte 5.3a). Les lieux d'occurrence sont en revanche répartis entre les quartiers populaires et l'axe central de concentration des commerces et des services, avec un plus fort poids des premiers (carte 5.3b). Et l'on sait grâce aux cartes élaborées par la mairie entre 1992 et 1998 que cette distribution s'avère stable dans le temps. Par ailleurs, en ne prenant en compte que les faits pour lesquels tous deux sont connus, il existe entre lieu d'occurrence et lieu de résidence une coïncidence spatiale élevée. La ville recèle des endroits dangereux dont sont principalement victimes leurs propres habitants. C'est le cas de figure majoritaire. Il n'est pourtant pas le seul et la juxtaposition des cartes 5.3a et 5.3b met en évidence un processus de « densité mouvante », c'est-à-dire de variation de l'intensité du peuplement au fil des heures de la journée (Mille, 2000). En effet, les zones d'emploi vers lesquels affluent quotidiennement les travailleurs (carte 5.3c), qui sont celles qui concentrent également les « lieux conflictuels » (selon l'acception de Paz Pública : bars, discothèques, etc.), correspondent aux quartiers où le nombre d'homicides constatés est très supérieur à celui des résidents tués. Se dévoile ainsi une violence accompagnant les mobilités fonctionnelles des citoyens (quotidiennes ou hebdomadaires), elles-mêmes structurées par les zones d'activité (emploi, commerce, diversion).

Les données utilisées dans le cas de Bogotá ne renseignent pas sur le lieu de résidence des victimes. Elles peuvent en revanche être décomposées selon l'heure d'occurrence du crime et confirment les tendances identifiées à Cali (carte 5.4a). La répartition spatiale des homicides révèle leur concentration dans les zones défavorisées et est stable dans le temps. La distribution

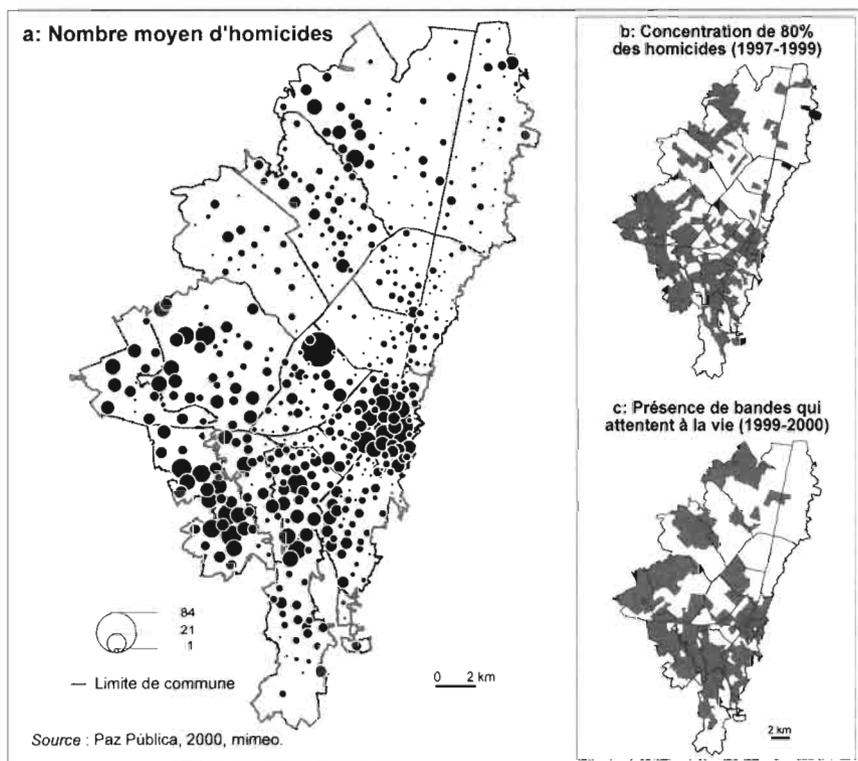
Carte 5.3 – Les homicides dans Cali par quartier en 1996, selon leur lieu d'occurrence et le lieu de résidence de la victime



temporelle, quant à elle, n'a pu être analysée que par arrondissement, ce qui empêche d'en tirer des conclusions précises, mais elle conforte la thèse du rôle joué par les mobilités domicile-travail dans la journée et des mobilités vers les lieux de loisirs la nuit venue.

À Bogotá comme à Cali, les secteurs les plus pauvres de la population sont donc les victimes préférentielles de la violence homicide, qui sévit le plus souvent sur leurs lieux de résidence, mais suit également les déplacements intra-urbains. La dynamique de la violence en ville est régie par d'autres phénomènes que le seul conflit armé. C'est à une conclusion similaire qu'aboutissent les chercheurs de Paz Pública (cartes 5.4b et 5.4c). Selon eux, c'est la présence de la délinquance organisée liée aux marchés illégaux (drogues, armes, prostitution, etc.) qui explique la distribution des homicides : « un diagnostic public sur l'homicide dans un centre urbain comme Bogotá ne peut continuer d'ignorer la violence engendrée par les structures criminelles qui y opèrent » (Llorente *et alii*, 2000 : 20). Cependant, alors qu'à Cali le poids des mafias explique le taux d'homicide élevé, Bogotá semble subir une violence beaucoup plus courante, que d'aucuns nomment « syndrome des grandes villes ».

Carte 5.4 – Les homicides dans Bogotá par secteur (1997-1999)



2. 4. Les métropoles colombiennes vis-à-vis d'autres grandes villes du monde

Les résultats d'une comparaison internationale centrée sur les métropoles en 1994 coïncident avec la hiérarchie entre les États la même année (Nations Unies, 1994)¹. Avec des taux généralement plus élevés que ceux de leurs pays respectifs, la plus forte violence enregistrée dans les capitales des Amériques est confirmée². En Colombie, Cali et avant tout Medellín se distinguent manifestement du reste du monde. Le chiffre de Bogotá, à l'opposé, n'est pas aussi saillant. Il est notamment inférieur à celui de Washington, et proche de ceux d'autres métropoles des États-Unis. Des considérations conjoncturelles ne peuvent servir d'explication, car des chiffres de la BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*) pour 1999, plus fragmentaires, montrent les mêmes tendances.

Tableau 5.3 – *Les taux d'homicide pour 100 000 habitants dans quelques métropoles du monde (1999)*

Colombie		Amérique centrale		Amérique du Sud		Amérique du Nord		Europe/Asie	
Medellín	169	Guatemala	101	Caracas	76	Washington	73	Madrid	3
Cali	103	San Salvador	95	Rio	63	New York	16	Paris	2
Bogotá	40	Mexico	20	Sao Paulo	48	Ottawa	1	Londres	2
				Lima	25			Tokyo	1
				B ^{nos} Aires	3				
				Santiago	2				

Source : Acero H., 2000.

À la tête du service « Cohabitation et Sécurité » de la mairie de Bogotá, H. Acero³ peut donc regretter l'amalgame répandu qui confond la réalité bogotaine avec la situation de violence endurée à Cali et Medellín. La capitale affiche en fait un taux tout à fait similaire à bien d'autres grandes villes du continent. Il est deux fois plus bas qu'à Caracas ou Washington et reste en deçà de ceux de Rio de Janeiro et Sao Paulo où agissent, comme en Colombie, des escadrons de la mort ; toutes ces agglomérations appartenant à des nations qui ne subissent pas de « guerre intestine » (Pécaut, 2000 : 6). L'opinion de P. Casas, directeur de l'observatoire de la sécurité à la Chambre de Commerce de Bogotá, trouve ici des arguments : « Il n'y a aucun rapport entre violence politique et violence urbaine. La première n'a aucun impact sur la seconde. Ce sont deux choses totalement différentes, et d'ailleurs le problème de l'insécurité à Bogotá ressemble pour une grande part à celui que

¹ Réunissant des statistiques des Nations Unies, de l'ISS et du FBI, la comparaison porte sur plus de 70 villes. Ces données, trop volumineuses, ne sont pas reproduites ici.

² Sauf Toronto, Buenos Aires et Santiago, comparables aux capitales européennes.

³ Entretien, novembre 2000, Bogotá.

rencontrent d'autres métropoles américaines. C'est en fait un phénomène commun à toutes les grandes villes développées du monde entier »¹. Dans le contexte colombien, cette assertion peut paraître excessive, mais il n'empêche qu'à l'inverse de beaucoup de « violentologues », les personnes travaillant spécifiquement sur cette ville² dissocient conflit national et violences dans la capitale. Certes Bogotá n'est pas isolée du reste de la Colombie et des combats qui s'y déploient, mais elle souffre surtout d'un mal commun à bien d'autres métropoles incapables de juguler leur criminalité.

Une fois admise sa dissociation du conflit armé, les interprétations de la violence axées sur les différenciations économiques et sociales peuvent être reprises. Parce qu'elle condense les clivages de la société, la ville subit, en un même endroit, l'ensemble des violences accablant le pays (Guzmán *et alii*, 1993 : 15). La violence, fait social total, est exacerbée en ville car c'est le lieu du pouvoir, de l'anomie, où tout s'achète et où sont flagrantes les discriminations et les brutalités envers certains groupes. En accord avec J. Pinheiro (1993 : 3), nous ne pensons pas que c'est la ville en soi qui est en cause, mais la concentration de l'ensemble de ces facteurs, dans des sociétés urbaines particulièrement fragmentées et identifiant le pauvre au criminel. Bien sûr, le mécanisme de répercussion des crises économiques et des recompositions sociales urbaines sur la violence et sa manifestation extrême, l'homicide, est complexe et son analyse passe par l'étude, anthropologique autant que statistique, de l'ensemble des groupes sociaux impliqués dans les différents types de délinquance, de leurs logiques de passage à l'acte et de leurs interactions. C'est là un des enjeux majeurs de la criminologie moderne, qui dépasse largement le cadre de ce chapitre. Plus modestement, nous nous intéresserons maintenant à l'analyse de la dynamique récente de la petite délinquance à Cali.

3. DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA DÉLINQUANCE COMMUNE À CALI

Dans son acception la plus générale, en particulier en Colombie, l'expression « délinquance commune » recouvre l'ensemble des crimes et délits de droit commun, quelle que soit leur gravité, par opposition à ceux qu'engendrent la violence politique et le conflit armé. Cependant, bien des analyses récentes

¹ Entretien, novembre 2000, Bogotá.

² En tout cas celles que nous avons interviewées, qu'elles travaillent dans des administrations municipales ou gouvernementales, dans des institutions privées ou des ONGs ou dans des centres de recherche universitaires.

sur la violence en Colombie¹, comme les deux premières parties de ce chapitre, insistent sur l'interpénétration des pratiques de délinquance « commune » et « politique », en particulier lorsqu'il s'agit des crimes les plus graves (homicide, hold-up, enlèvement, etc.), à tel point qu'on pourrait douter de la pertinence analytique de cette distinction. Dans cette section, nous adopterons une définition plus restrictive de la « délinquance commune », comme synonyme de petite délinquance (principalement les vols, avec ou sans violence). Pour être peu orthodoxe, ce choix nous semble pourtant indispensable en Colombie, où la prégnance de l'homicide exerce un effet de contamination sur l'ensemble du champ de la criminologie : il permet de maintenir au contraire une distinction descriptive et explicative entre formes fortes et faibles de délinquance.

Par ailleurs, au moins autant que sa prévalence réelle et l'évolution des chiffres, ce sont les paradigmes de l'interprétation sociologique qui forgent les perceptions et les analyses différentes du phénomène. Très schématiquement – nous y reviendrons plus loin –, deux thèses s'opposent : (i) celle du dicton populaire « qui vole un œuf, vole un bœuf » (et ses variantes savantes), pose un enchaînement causal entre les formes faibles et fortes de la violence, qui conduit à l'idéologie de la « tolérance zéro » et aux politiques du tout répressif ; (ii) celle qui insiste au contraire sur l'indépendance de la petite délinquance par rapport à la grande criminalité et sur les déterminants sociaux et économiques de la première, justifie les politiques de prévention et de traitement social. Sans nier qu'il existe des cas « d'entraînement », en milieu carcéral notamment, pouvant conduire des petits délits à des crimes plus graves, nous défendons ici, d'un point de vue statistique et sociologique, la seconde thèse. Deux arguments nous paraissent décisifs. Le premier, qui n'apparaîtra qu'en filigrane dans nos interprétations, est en revanche au centre de plusieurs recherches en sociologie, économie et anthropologie menées actuellement à Cali (voir les travaux de Guzmán et ceux de Salazar cités plus loin) : il tient aux motivations économiques et aux formes de capital et d'organisation investies dans la petite délinquance (armes, logistique, division hiérarchique du travail, etc.), radicalement différentes de celles qui caractérisent les milieux « professionnels » de la grande criminalité et de la violence institutionnelle. De fait, cette différence n'autorise que rarement les acteurs à passer d'un type d'activité à l'autre. Le second argument, qui nous intéresse directement ici, est l'importance des effets de la conjoncture socio-économique globale et des contextes sociaux et spatiaux locaux sur les niveaux d'activité délinquante en ville. Nous prendrons le point de vue de

¹ Voir, par exemple, Camacho et Guzmán, 1990 ; Deas et Llorente, 1999 ; Gaitán, 1995 ; Franco, 1999.

l'exposition des populations urbaines au vol, pour développer cet argument en deux temps. En situant d'abord le niveau et l'évolution du taux d'atteinte à la propriété à Cali dans le contexte national et international pour évaluer l'effet sur la délinquance commune de la crise sociale durant la période 1995-1998. En analysant ensuite en détail, à l'échelle intra-urbaine, l'exposition différentielle au vol selon les contextes spatiaux et sociaux.

3.1. Niveaux et évolution de la petite délinquance dans une conjoncture de crise sociale

Comme nous l'avons dit déjà, la comparaison internationale des niveaux de la délinquance commune se heurte, beaucoup plus encore que pour l'homicide, à de multiples difficultés. La variabilité des indicateurs, l'incohérence entre les enquêtes ménages et les sources policières, les méthodes différentes de calculs des taux (selon la définition de la population de référence, en particulier), la fragilité des méthodes de collecte auprès des ménages (mauvais libellés des questions entraînant des doubles comptes, sondages biaisés), l'instabilité des types de délit inclus dans les enquêtes (vols avec ou sans violence, agression, incivilités, etc.) sont autant de facteurs de distorsion des chiffres qui ouvrent la porte aux interprétations divergentes et aux usages tendancieux des statistiques.

À notre connaissance, l'effort de synthèse récent le plus sérieux sur le sujet en Amérique latine est celui qu'a lancé en 1996 un réseau de sept centres de recherche coordonnés par la BID¹, dont les résultats ont été publiés entre 1999 et 2001. Malgré les moyens et les critères d'exigence mis en œuvre dans ce travail, les auteurs du premier rapport reconnaissent que « l'estimation de la violence contre la propriété a conduit, cependant, à des chiffres moins crédibles et comparables (que pour la violence homicide) » (Londoño et Guerrero, 1999 : 20). En effet, rares sont les chiffres cités dans ce document qui furent établis selon une méthodologie stable et rigoureuse ; nous n'utiliserons donc, à titre de comparaison, que quelques estimations issues des enquêtes ménages spécifiques conduites sous la tutelle de la BID en 1996 et 1999.

Situons d'abord le niveau global de criminalité non-homicide que permet d'estimer l'enquête CIDSE/IRD réalisée en 1998 à Cali (annexe 2) grâce à un indicateur communément utilisé : le nombre de délits pour mille habitants². En moyenne dans l'univers

¹ Voir en particulier Londoño et Guerrero, 1999 et Fajnzylber, Lederman et Loayza (éds.), 2001.

² Nous l'obtenons en sommant les déclarations d'événements constituant des délits juridiques : les vols d'une part et les coups et blessures d'autre part (sans armes, à l'arme blanche ou à l'arme à feu). Cependant, il faut bien sûr se garder d'établir une quelconque

de l'enquête, représentatif d'environ 80 % de la population totale de Cali, il s'est produit entre mai 1997 et mai 1998 environ 114 délits pour 1 000 habitants. 22 % des ménages ont rapporté au moins un délit et les ménages touchés en ont déclaré en moyenne 2,4 dans l'année. Grâce au module « criminalité » de l'ENH (*Encuesta Nacional de Hogares*), réalisée dans les onze principales villes du pays en 1995, nous disposons d'un point de référence dans le temps¹. Cette année-là, le taux de criminalité élaboré de la même manière (vols et coups et blessures volontaires) et mesuré par la même méthode s'élevait à 44⁰/₁₀₀ à Cali, soit un taux proche de la moyenne observée dans les 11 villes (48⁰/₁₀₀) et du chiffre de Bogotá (50⁰/₁₀₀)². À Cali, la proportion de ménages touchés n'a pas connu la même hausse que le nombre de délits : elle était en 1995 de 16,5 % (le chiffre de 1998 est donc en augmentation de 33 %). C'est le doublement du nombre de délits rapportés par les ménages au cours de l'année (1,2 en moyenne en 1995 vs 2,4 en 1998) qui est principalement responsable de l'augmentation du taux de criminalité³.

La comparaison à l'échelle latino-américaine des prévalences du vol dans les populations adultes, mesurées par les enquêtes ménages de la BID durant la période 1995-1999 (tableau 5.4), fait tomber, en ce qui concerne la criminalité non homicide, le présupposé fréquent chez les analystes du caractère exceptionnel du cas colombien. De fait, lorsque l'on s'efforce, comme nous l'avons fait ici pour six villes du sous-continent, de ne comparer que des indicateurs identiques obtenus avec des méthodes homogènes, le niveau de délinquance commune à Cali figure parmi les plus bas : il est semblable à ceux des métropoles brésiliennes (ou des pays du cône sud), plutôt faible dans le contexte des pays andins et sans commune mesure avec ceux des pays d'Amérique centrale et du Mexique⁴. Ainsi, si son taux d'homicide situe la Colombie parmi les pays les plus violents du monde, il est par contre erroné d'étendre cette qualification au

équivalence entre les données de l'enquête et les statistiques de la police puisque les faits rapportés par les enquêtés n'ont fait l'objet d'aucune qualification par l'autorité policière ou judiciaire, tandis que les sources policières ou judiciaires ne reflètent, quant à elles, que des faits rapportés à l'autorité et qualifiés par elle.

¹ Les résultats cités ici sont repris de M. Rubio (1996 et 1999).

² Tandis que les minimum et maximum sont observés dans des villes de moindre importance : 10⁰/₁₀₀ à Montería et 120⁰/₁₀₀ à Bucaramanga.

³ Comme cela a déjà été dit, l'enquête réalisée en 1998 à Cali n'est représentative que d'environ 80 % de la population de la ville en raison de l'exclusion des quartiers du nord. Ce défaut de représentativité est peut-être cause d'une certaine surévaluation de la criminalité moyenne (concentration de l'observation sur des quartiers ayant des taux élevés). Cependant, même en retenant l'hypothèse que les communes non observées connaissent des taux inférieurs de moitié à la moyenne observée par l'enquête, le taux moyen pour l'ensemble de la ville s'élèverait quand même à 103⁰/₁₀₀, soit une augmentation de 134 % par rapport à 1995.

⁴ Voir également Londoño et Guerrero, 1999 : 20.

domaine de la petite délinquance, comme le font certains auteurs en tenant la chose pour évidente.

Tableau 5.4 – *Les vols avec ou sans violence dans six villes d'Amérique latine*

Villes et sources	Cali	Cali	Cali	Caracas	Mexico	Rio de Janeiro	San Salvador	São Paulo
	1995	1996	1998	1996	1999	1996	1996	1999
	(1)	(2)	(1)	(2)	(4)	(2)	(2)	(3)
Taux de déclaration individuelle * (%)	7,9	8,9	10	17	30	8,7	20	5,5

Sources : D'après Fajnzylber, Lederman et Loayza (éds.), 2001, pour les enquêtes BID et BM ; Rubio, 1996 (d'après l'ENH 1995) pour le chiffre de Cali 1995 ; et l'enquête Cidse-IRD de 1998 à Cali

* : Fréquence individuelle de réponse positive à la question sur l'occurrence d'au moins un vol avec ou sans violence durant la période de référence dans la population adulte totale. (1) : année antérieure, population de 18 ans et plus. (2) : année antérieure, population de 15 ans et plus. (3) : année antérieure, population totale. (4) : six mois antérieurs, population de 15 ans et plus.

Pour revenir à Cali, il est indéniable que dans l'intervalle 1995-1998, la délinquance commune y connaît une augmentation importante, qu'enregistre l'enquête CIDSE/IRD et confirment d'autres sources¹. L'augmentation ne peut s'interpréter sans faire certaines observations complémentaires. Tout d'abord la diminution avérée, durant la même période, de la violence homicide² est une première preuve de l'indépendance, par rapport à cette dernière, d'une petite délinquance principalement liée à l'atteinte à la propriété pour l'obtention rapide de valeurs économiques très limitées. Mais surtout, il faut replacer cette augmentation dans le contexte de la très forte récession qui affecte l'ensemble du pays et particulièrement la région de Cali depuis 1995 ; ses conséquences économiques et sociales sont analysées en détail dans un rapport de conjoncture à la Banque Mondiale (Urrea et Ortiz, 1999), dont nous citerons certains éléments.

Entre 1995 et 1998, la croissance économique à Cali, située autour de 5 % en moyenne sur la période 90-94, a connu une chute brutale due à la détérioration de la conjoncture nationale, sévèrement amplifiée par les effets directs et indirects de la chute du cartel de la drogue³. La récession s'accompagne d'une très grave crise sociale : chute quasi générale du pouvoir d'achat et

¹ Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses (1999 : 57) et Guzmán in Urrea et Ortiz (1999 : 45-46).

² Entre 1994 et 1999, les taux sont passés à Cali de 130 à 100 hpcmh (-23 %), à Medellín de 280 à 170 hpcmh (-39 %), et à Bogotá de 70 à 40 hpcmh (-43 %).

³ L'évolution du P.I.B. du département s'est ainsi inversée pour la première fois depuis plus de vingt ans, passant de +3,5 % en 1995 à -2,8 % en 1998 (Urrea et Ortiz, 1999 : 25, 52, 53).

creusement sans précédent des inégalités socio-économiques. Durant la période 1994-1998, la population vivant en deçà du seuil de pauvreté est passée de 30 % à 39 % et celle vivant en dessous du seuil d'indigence de 5 % à 10 % (*Ibid.*, 1999 : 20). Le chômage, situé aux alentours de 10 % au début de 1995, a atteint le chiffre record de 21 % en juin 1999 et touche de manière très inégalitaire la population selon le sexe, l'âge et le niveau de revenu (*Ibid.*, 1999 : 27-43). Ainsi, par exemple, le chômage des jeunes est devenu catastrophique (45 % entre 15 et 19 ans, soit un doublement du taux depuis 1995) d'autant que s'y ajoute un sous-emploi considérable dans la même tranche d'âge (21 %). Mais c'est surtout selon le revenu que l'inégalité sur le marché du travail est patente et tend à s'accroître : d'un taux de chômage de 21 % en 1994 dans la population du plus bas quintile de revenu, on passe à 38 % en 1998, soit près de 5 fois plus que dans le plus haut quintile (8 %). Si l'on tient compte du sous-emploi, évalué à 20 % dans le premier quintile, c'est donc d'une exclusion massive du marché de l'emploi qu'est victime le cinquième le plus pauvre de la population de Cali. On peut en effet imaginer, l'échantillon de l'ENH ne permettant pas leur estimation, les taux de chômage et de sous-emploi qui frappent, localement, les jeunes des milieux les plus pauvres dans les quartiers marginaux de la ville.

3.2 Les facteurs de l'exposition différentielle au vol à Cali

Dans le contexte de la crise sociale à Cali, nous avons déjà suggéré un impact bien réel de l'exclusion massive du marché du travail de la frange la plus pauvre de la population sur la montée de la délinquance. Pour aborder les déterminants spatiaux et socio-démographiques de l'exposition à la délinquance, nous avons choisi de mettre en relation les déclarations de vol sans atteinte physique¹ recueillies dans l'enquête CIDSE/IRD, avec les caractéristiques des répondants (encadré 5.1). Examinons tout d'abord la variation spatiale du phénomène (carte 5.5). Les taux par arrondissement montrent un lien entre le contexte socio-économique local et la fréquence des atteintes à la propriété : en général, à mesure qu'augmente l'insécurité économique des habitants, augmente également l'insécurité des biens. Ainsi, les plus forts taux sont ceux des arrondissements populaires de l'est². Il y a cependant une exception dans les quartiers pauvres de l'ouest où l'on observe les fréquences les plus basses de Cali. Il faut alors noter que, même s'il s'agit de zones d'habitat auto-construit aussi

¹ Il y a deux raisons à ce choix : d'une part, les vols sans atteinte physique constituent 85 % des délits saisis dans l'enquête et d'autre part leur fréquence élevée permet des estimations fiables, à partir de l'échantillon, pour les analyses fines qui vont suivre, ce qui ne serait pas le cas pour les coups et blessures.

² Pour une description précise de l'inégalité sociale et économique dans Cali par arrondissement, voir Guzmán in Urrea et Ortiz (1999 : 7-17).

Encadré 5.1 – Modélisation logistique de l'exposition au vol à Cali

Nous nous proposons d'analyser la variabilité de la fréquence des vols à Cali (c'est à dire le pourcentage d'individus de 18 ans et plus, ayant déclaré au moins un vol dans l'année 1997-1998, qui s'élève en moyenne à 8 %) en relation avec trois types de variables.

1) les caractéristiques socio-démographiques : sexe, âge, statut matrimonial, niveau d'éducation, catégorie socio-professionnelle, phénotype de l'enquêté ;

2) certains descripteurs du contexte spatial et social auquel les individus sont exposés : localisation et strate socio-économique du lieu de résidence, lieu de travail (définie en annexe 3), statut migratoire ;

3) les réponses à deux questions posées aux enquêtés sur leur perception de l'infrastructure policière dans le quartier (bonne, moyenne, mauvaise) et de la condition générale du quartier (bonne, moyenne, mauvaise).

La régression logistique (procédures « Logistic » et « Catmod » de SAS) estime, à l'aide d'un ajustement log-linéaire des données, les effets des variables explicatives (paramètres de l'équation) sur la variable dépendante (présence ou absence d'au moins un délit dans l'année) : effets principaux des variables considérées indépendantes les unes des autres et effets croisés des variables non indépendantes. Le signe du paramètre indique le sens de l'effet : augmentation (+) ou diminution (-) de la probabilité d'être volé (qui est donnée par la réponse marginale estimée). À chaque paramètre est associé un test statistique (χ^2 de Wald) qui mesure la significativité de l'effet (indiquée par les seuils de confiance). Ainsi par exemple, dans le modèle final retenu (tableau 5.5), toutes choses égales par ailleurs, les hommes ont, de manière extrêmement significative (seuil de confiance de 99,9 %), une probabilité d'être volés environ trois fois supérieure aux femmes (13 % vs 4 %).

La démarche qui permet d'aboutir à un modèle correctement spécifié est laborieuse du fait du nombre de variables retenu au départ et du jeu complexe de leurs interactions. Des modèles logistiques de prédiction des réponses individuelles permettent dans un premier temps de faire le tri au sein des effets directs, en éliminant tout d'abord les deux variables de perception du quartier qui s'avèrent très redondantes avec la localisation et la strate socio-économique du lieu de résidence. Les autres effets directs sont tous très significatifs, sauf le statut matrimonial, éliminé du modèle final, et l'âge, dont l'effet dépend du sexe. Quant aux effets croisés, les nombreux tests de spécification du modèle des fréquences marginales montrent que la taille de l'échantillon ne permet d'observer correctement que celui du phénotype de l'individu avec sa catégorie socio-professionnelle. On parvient donc à un modèle à huit variables où sont spécifiés sept effets : le sexe, l'effet croisé du sexe et de l'âge, le niveau d'éducation, la caractérisation du lieu de résidence, le lieu de travail, le statut migratoire et l'effet croisé du phénotype et de la catégorie socio-professionnelle.

Dans ce modèle, l'hypothèse d'indépendance des résidus est rejetée, signe que certaines interactions n'ont pas été prises en compte, mais la taille de l'échantillon ne permet malheureusement pas d'aller plus loin. Tel quel cependant, le modèle explique 31,4 % de la variabilité totale. En tenant compte du fait que la taille de l'échantillon nous a contraint à utiliser des nomenclatures simplistes pour la caractérisation socio-démographique des individus et des niveaux d'agrégation géographique grossiers pour la description des contextes, ce chiffre démontre amplement l'existence d'une liaison statistique forte entre ces facteurs et l'exposition au risque de vol.

Tableau 5.5 – Effets significatifs des caractéristiques des individus sur l'exposition au vol à Cali (1997-1998)

Modalités des variables		Paramètre estimé ⁽¹⁾	Réponse marginale estimée
<i>Modalité de référence</i>			
Constante		-2,49	8 %
Sexe	Homme	0,58 ****	13 %
	<i>Femme</i>	-0,58	4 %
Âge (hommes)	Hommes 25-29 ans	-1,11 ***	3 %
	Hommes 50-59 ans	1,52 ****	28 %
	<i>Homme 60 ans ou plus</i>	-0,18	6 %
Âge (femmes)	Femmes 18-24 ans	0,52*	12 %
	<i>Femme 60 ans ou plus</i>	-0,50	5 %
Niveau d'éducation	Secondaire incomplet	0,74 ****	15 %
	<i>Universitaire</i>	-1,00	3 %
Strate socio-économique et lieux de résidence	Très bas et bas (1,2), quartiers nord et est	0,71 ****	14 %
	Très bas et bas (1,2), quartiers ouest	-0,86 **	3 %
	<i>Haut et très haut (5,6), quartiers sud</i>	-0,02	8 %
Statut migratoire	Né à Cali de parents nés à Cali, migrant de l'intérieur du Valle, Cauca ou Nariño	-0,76 ****	4 %
	<i>Migrant du reste de la Colombie</i>	0,32	10 %
Lieux de travail	À domicile, local public (commerce, atelier), véhicule (taxi, bus), porte à porte.	0,83 ****	16 %
	<i>Étalage, kiosque, vendeurs de rues</i>	-0,94	3 %
	Prof. libérale, cadre, secrétaire, personnel administratif	Mulâtre <i>Blanc</i>	1,66 *** -1,16
Vendeur fixe et ambulant, ouvrier qualifié de l'industrie	Pas d'effet du phénotype <i>Blanc</i>	-0,07	7 %
Salarié des services, ouvrier non qualifié, chômeur	Noir	0,81 **	16 %
	Métis	-1,35 **	2 %
	<i>Blanc</i>	-0,01	8 %
Ouvrier qualifié de l'artisanat, du bâtiment, des transports	Pas d'effet du phénotype <i>Blanc</i>	0,84	16 %
Employé domestique, messenger, ménagère, retraité, étudiant	Métis	-1,02 ***	3 %
	<i>Blanc</i>	0,24	10 %

(1) effets significatifs aux seuils de confiance de : * 90 %, ** 95 %, *** 99 %, **** 99,9 %. Seules les modalités des variables dont l'effet est significatif sont incluses dans le tableau.

Source : Enquête CIDSE/IRD, juin 1998.

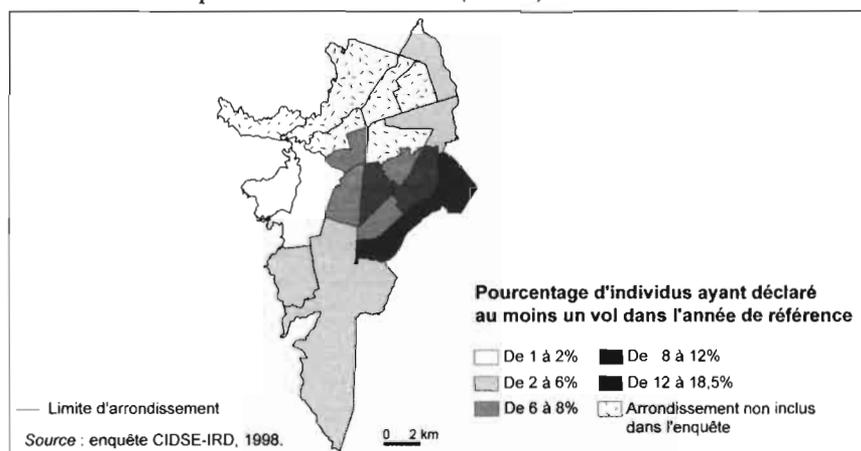
précaires, en moyenne, que les quartiers populaires de l'est, l'homogénéité économique et sociale y est beaucoup plus forte¹. L'hypothèse suggérée par la carte est donc celle d'une inégalité sociale d'exposition au vol non réductible au seul niveau moyen de pauvreté dans le contexte résidentiel. C'est aussi l'hétérogénéité socio-économique locale qui crée le « marché de la délinquance » tandis qu'au contraire l'homogénéité le supprime, en même temps

¹ G. Vanegas (1998 : 63-85) souligne l'homogénéité architecturale et sociale de cette partie de la ville qu'il oppose à la périphérie orientale beaucoup plus disparate.

qu'une plus forte « cohésion » sociale augmente le contrôle de la déviance. Nous allons maintenant tester statistiquement cette hypothèse à partir de données individuelles.

On constate d'abord que la variance expliquée par le modèle se répartit de manière inégale entre deux types de facteurs : un tiers environ est imputable aux effets du sexe et de l'âge, tandis que les deux tiers restants sont dus aux facteurs sociaux et spatiaux (dont 25 % au seul effet croisé de la catégorie socio-professionnelle et du phénotype). À Cali en 1998, parmi les personnes de 18 ans et plus, les hommes ont une probabilité trois fois supérieure aux femmes d'être victimes d'un vol, toutes choses égales par ailleurs¹. L'âge joue de manière très différente dans le cas de l'exposition au vol et dans celui des formes graves de criminalité que l'on sait très fortement associées aux jeunes adultes (victimes comme auteurs). D'après le modèle, les hommes de ces tranches d'âge (surtout les 25-29 ans) sont au contraire bien moins exposés au vol que les 60 ans et plus, tandis que le risque le plus fort se situe entre 50 et 59 ans ; au total, les hommes de 50-59 ans risquent dix fois plus d'être volés que ceux de 25-29 ans. La logique est inverse pour les femmes, l'exposition au vol diminuant régulièrement avec l'âge : les moins de 25 ans encourent ainsi un risque 2,5 fois supérieur à celles de plus de 60 ans.

Carte 5.5 – Les vols sans atteinte à l'intégrité physique à Cali par arrondissement (1998)



Conception et réalisation : O. Barbary, O. Pissoat

¹ Il s'agit là d'une constante de la criminologie. En Colombie, pour les délits enregistrés par l'ENH en 1995, la proportion d'hommes dans les victimes était de 56 % alors que la population des 11 villes comprises dans l'enquête est en majorité féminine (Rubio, 1996, tableau n°11). Par ailleurs, le taux de masculinité augmente avec la gravité des délits. Il était en 1998 de 67 % en moyenne nationale pour les coups et blessures volontaires (Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 1999 : 55 et 68) et peut devenir extrême dans le cas des homicides : 93,2 % en 1996 à Cali (Guzmán, *in* Urrea et Ortiz, 1999 : 51).

Il convient à ce stade de rappeler quelques caractéristiques de la population mise en cause dans les crimes ou délits. Elle est dans son immense majorité jeune et masculine. D'après les statistiques de la police en 1995 à Cali, il y a eu parmi les personnes impliquées dans l'ensemble des délits 96 % d'hommes, 58 % de personnes âgées de 18 à 30 ans et 12 % de moins de 18 ans, tandis que la participation des plus de 50 ans est marginale (2,6 %). On peut donc affirmer, à la suite de Guzmán, que les crimes graves se jouent « entre pairs », d'autant que victimes et auteurs partagent les mêmes caractéristiques sociales : « hommes jeunes, de bas niveau d'éducation, travailleurs informels, ouvriers ou employés » (Guzmán, in Urrea et Ortiz, 1999 : 51). Au contraire, dans le cas des petits délits, la population délinquante (hommes jeunes, voire adolescents) et celle des victimes privilégiées (hommes de plus de 40 ans et femmes de moins de 40 ans) sont dissociées. Rubio tire argument de ce même constat fait en 1995 à partir des données de l'ENH pour appuyer la thèse du comportement « rationnel » des délinquants, qui cherchent à minimiser le risque en s'attaquant plus souvent aux personnes âgées et aux femmes (Rubio, 1999 : 250-252). On sait en effet la part qu'a le « calcul » dans les comportements délinquants, mais dans la logique tout aussi prosaïque du marché, on peut penser que les petits délinquants ne volent pas leurs pairs, de même sexe et âge, d'abord parce que ceux-ci n'ont en général rien à offrir. L'analyse de l'exposition au vol selon les caractéristiques sociales et les contextes urbains à Cali éclaire ce débat.

Les paramètres du modèle, analysés dans leur ensemble, permettent de décrire les catégories sociales les plus exposées au risque de vol. Elles se composent d'actifs, issus des classes populaires de niveau d'éducation intermédiaire (particulièrement les travailleurs indépendants et les ouvriers qualifiés de l'artisanat, du bâtiment, de l'industrie et des transports), qui résident le plus souvent dans l'habitat de très bas, bas et moyen standing des quartiers périphériques de l'est et du nord-est de la ville (strates socio-économiques 1, 2 et 3). Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les personnes de niveau scolaire secondaire incomplet subissent une exposition au vol cinq fois supérieure à celles de niveau universitaire, les résidents des trois premières strates socio-économiques des quartiers est et nord-est, deux fois supérieure à ceux des quartiers de classes moyennes et aisées du sud de la ville, tandis que, comme le suggérait la cartographie des taux, dans les quartiers auto-construits des franges occidentales, cette exposition est quatre fois moindre que dans les quartiers populaires de l'est. Concernant l'effet du contexte socio-spatial, ces résultats, confirmés par des analyses anthropologiques plus fines (Urrea, 2000), montrent que ce n'est pas le niveau de précarité socio-économique qui module à lui seul l'activité de la petite délinquance, même si à l'échelle des grands traits de la géographie

sociale de l'agglomération, la fréquence des délits semble être liée au taux de pauvreté. À l'échelle intermédiaire des types de quartiers de Cali, la situation qui apparaît « criminogène » est la coïncidence de deux dynamiques : la multiplication des foyers d'extrême précarité que génère la crise économique et sociale et dans lesquels les jeunes hommes en particulier sont pratiquement exclus du marché du travail¹ ; et l'accroissement local de l'inégalité sociale. Cette juxtaposition spatiale à l'échelle du quartier ou, plus souvent, à l'échelle d'un ensemble de quartiers contigus, augmente la tension entre la précarité des plus pauvres et l'aisance, toute relative, des moins pauvres.

Travailler à domicile, dans les espaces ouverts au public, dans les transports ou en porte-à-porte, multiplie le risque de vol par cinq par rapport aux lieux de travail plus informels : étalages, kiosques, ventes ou services dans la rue. D'autre part, être né à Cali de parents nés à Cali ou être migrant d'origine relativement proche (intérieur du Valle, Cauca ou Nariño), diminue par deux au contraire l'exposition, par rapport aux autres statuts migratoires. Ces effets du lieu de travail et du statut migratoire témoignent, d'une manière indirecte, d'une dimension importante de l'exposition au risque, déjà évoquée dans la section 2.3 : celle-ci varie en fonction des pratiques spatiales et de l'expérience urbaine des acteurs délinquants comme de leurs victimes. En l'absence de données sur les lieux de l'activité délinquante, la mobilité entre logement et lieu de travail, les moyens de transport utilisés, les cartes mentales des zones à risque, etc. (il faudrait pour les obtenir mener une enquête spécifique), ces deux résultats ne fournissent qu'une piste de recherche. Les occasions de commettre un acte délictueux – la rencontre et l'identification d'une victime potentielle – sont situées précisément dans l'espace et le temps urbains d'une part et résultent d'autre part de la perception *a priori* de l'interaction sociale (choix des lieux et des circonstances en fonction du risque et du profit escompté, lecture des comportements propices ou suspects par les acteurs). Pourrait-on, à partir de données plus précises, mettre à jour les logiques de cette exposition différentielle au vol selon les pratiques spatiales, voir en quoi elles sont socialement déterminées ou, au contraire, en quoi elles laissent les acteurs développer des stratégies préventives ? Ces questions restent ouvertes à des études spécifiques.

Aucune source statistique disponible ne permet de mettre en relation les victimes avec les auteurs des délits qui les ont affectées, pour étudier directement leurs conditions respectives. On peut cependant tirer des résultats empiriques précédents certaines

¹ Il faut associer à cette exclusion l'absentéisme et la désertion scolaire des adolescents, qui atteint localement des niveaux faramineux chez les garçons (voir Urrea, 2000, p.23).

conclusions sur la détermination contextuelle de l'exposition à la petite délinquance et son impact social. L'image qui s'en dégage est double. D'une part, la petite délinquance à Cali s'exerce principalement au sein des quartiers populaires, dans une certaine proximité spatiale et sociale entre ses auteurs et ses victimes. D'autre part, l'exposition différentielle selon le sexe, l'âge, la catégorie socio-professionnelle et l'appartenance raciale établit plusieurs lignes de démarcation au sein de la population de ces quartiers : entre hommes adultes ou femmes jeunes plus exposés et hommes adolescents ou jeunes moins exposés, entre actifs des catégories socio-professionnelles les plus exposées et autres catégories ou statuts d'activités moins exposées (chômeurs, retraités, ménagères, étudiants) et, dans certains cas, entre population noire et mulâtre plus exposée et population blanche et métisse moins exposée. Il est probable que ces divisions démographiques et sociales recoupent en partie la césure entre la population soumise au risque de vol et celle qui le commet. À la suite d'Urrea et Ortiz (1999 : 54-62), on ne peut que s'inquiéter des conséquences sur la cohésion sociale du maintien de ces fractures qui se traduisent notamment par une pression accrue de la délinquance sur les moins pauvres des ménages des quartiers populaires. Non seulement la récession économique, plus forte à Cali que dans les autres grandes villes colombiennes, fait perdre aux collectivités locales (département et municipalité) une grosse part de leurs ressources financières, mais dans ce contexte les auteurs concluent que « Cali, comparée aux autres villes du pays, a réalisé un moindre effort d'investissement social, particulièrement en ce qui concerne l'éducation secondaire et technologique (...) de surcroît, la répartition du total des dépenses municipales se fait de manière très inégalitaire, au détriment des arrondissements les plus pauvres des périphéries orientales et occidentales » (*Ibid.* : 63).

4. CONCLUSION : CONFLIT ARMÉ ET « SYNDROME DES GRANDES VILLES »

Les violences affectant la Colombie se sont complexifiées au cours des deux dernières décennies. Elles sont entrées en résonance les unes avec les autres à mesure que se sont ajoutés aux guérillas de nouveaux acteurs, de plus en plus influents ou actifs (organisations de narcotrafiquants, groupes paramilitaires, escadrons de la mort, bandes délinquantes dans les villes...). À l'origine de ce bouleversement réside notamment l'essor pris par le commerce de stupéfiants qui a donné à la lutte entre les belligérants ses caractéristiques actuelles (Pécaut, 2002 : 30). La tournure prise par le conflit, toujours plus prosaïque, amène d'ailleurs à le comparer à de multiples guerres civiles contemporaines, dans lesquelles les protagonistes cherchent à

contrôler des richesses locales en fonction de stratégies qui visent davantage à accroître leur propre pouvoir qu'à défendre les populations qu'ils prétendent représenter.

Déjà responsable principal de l'implantation des réseaux mafieux, ainsi que de la criminalisation et de l'amplification du conflit armé, l'économie de la drogue a finalement atteint une telle dimension qu'elle a également ébranlé les structures mêmes de la société. Elle a donc participé pleinement à l'émergence du sentiment d'insécurité ressenti par les citoyens, en favorisant la corruption, l'impunité et, peut-être plus encore, en attisant des comportements extrêmes parmi les bandes juvéniles des périphéries urbaines. Car dans ce pays désormais urbain, ce sont avant tout, comme ailleurs, les exactions relevant de la délinquance commune qui menacent le plus directement la vie quotidienne des habitants. Ces jeunes délinquants sont de plus, comme d'autres, essentiellement motivés par la volonté d'échapper à la relégation dont ils sont victimes. Bien que prêts à servir l'un et/ou l'autre camp contre rémunération, ils ne sont affiliés en rien à un quelconque mouvement idéologique. En restant centrée sur ses aspects « institutionnels », insuffisants pour décrypter les dynamiques à l'œuvre dans ce milieu urbain, l'analyse traditionnelle du phénomène ne permet qu'une lecture incomplète de l'évolution de la violence dans ce milieu. Mettre fin aux affrontements « politiques » ne résoudrait d'ailleurs que partiellement le problème général de la violence en Colombie.

Il n'est cependant pas question ici de séparer de façon absolue les combats livrés dans les campagnes des crimes perpétrés dans les villes. Les interférences entre les divers types de violences sont indiscutables et la distinction que nous opérons est avant tout analytique. De même, insister sur le rôle de la délinquance organisée ne vise aucunement à stigmatiser les jeunes des quartiers défavorisés, loin s'en faut. Il s'agit seulement de souligner le poids du grand banditisme et de ses nébuleuses, et de montrer comment la violence liée au contexte guerrier se répercute dans les villes, justement en recourant à cette main-d'œuvre capable de tous les sacrifices.

La violence en ville est directement liée à certains dysfonctionnements de la société. C'est pourquoi travailler au niveau intra-urbain met en lumière des points délaissés par les experts. Il en est ainsi de la pauvreté, rejetée à juste titre pour expliquer le phénomène au plan national, mais qu'il s'avère nécessaire de prendre en compte lorsque l'on aborde le sujet au niveau des métropoles. Nous l'avons fait à propos de Bogotá et Cali qui, au demeurant, sont des cas exemplaires (l'un pour être la capitale du pays, l'autre pour avoir été le siège d'un des cartels les plus puissants de Colombie). Il en va de même pour des processus comme les densités, les mobilités spatiales et donc les « densités mouvantes », ou encore les inégalités socio-spatiales qui sont des

thèmes peu étudiés dans leur association avec la violence. S'ils ne sont pas proprement urbains, ils sont du moins repérables, là encore, dans toutes les agglomérations de la planète. Ils déterminent surtout une exposition différentielle aux risques et recèlent des éléments d'interprétation qui nous paraissent utiles à la compréhension du fonctionnement des villes, autant qu'à celle des ressorts de la violence.

BIBLIOGRAPHIE¹

- Agiar M., 2003, « Colombie », in *Population en Danger*, MSF, mimeo.
- Alvazzi del Frate A., 1998, *Victims of crime in the developing world*, Rome, UNICRI, publication 57.
- Body-Gendrot S., 1993, *Villes et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, Coll. Recherches politiques.
- Body-Gendrot S., Le Guennec N., 1998, *Mission sur les violences urbaines*, Paris, La Documentation Française.
- Body-Gendrot S., 2001, *Les villes la fin des violences ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bui-Trong L., 1999, « Les violences urbaines à l'échelle des R.G. État des lieux en 1998 », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 33, Paris, p. 215-224.
- Chesnay J.C., 1999, « L'homicide et le suicide dans le monde industriel : le cas russe », *Population*, n° 1, p. 127-130.
- David D. 1999, « Violence internationale : une scénographie nouvelle », *Ramses 2000*, Paris, IFRI - Dunod, p. 75-90
- Direction Centrale de la Police Judiciaire, 1999, *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1998*, Paris, La Documentation Française.
- Fajnzylber P., Lederman D., Loayza N. (éds.), 2001, *Crimen y Violencia en América Latina*, Bogotá, Alfaomega-Banco Mundial.
- Gomez H. (coord.), 1989, *Urban crime : global trends and policies*. Tokyo, United Nations University.
- Londoño J.L., Guerrero R., 1999, *Violencia en América Latina, Epidemiología y Costos*, BID., Documento de trabajo de la Red de Centros de Investigación, n°R 375.
- Macé A., 1999, « Les violences dites « urbaines » et la ville », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, p. 59-64.
- Mille M., 2000, *Les temporalités quotidiennes urbaines. L'exemple de la métropole lilloise*. Université Lille I, Doctorat de Géographie Humaine des espaces industriels.
- Moser C., Shrader E., 1999, *A conceptual framework for violence reduction*, LCR sustainable development working paper n° 2, Washington, Word Bank.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

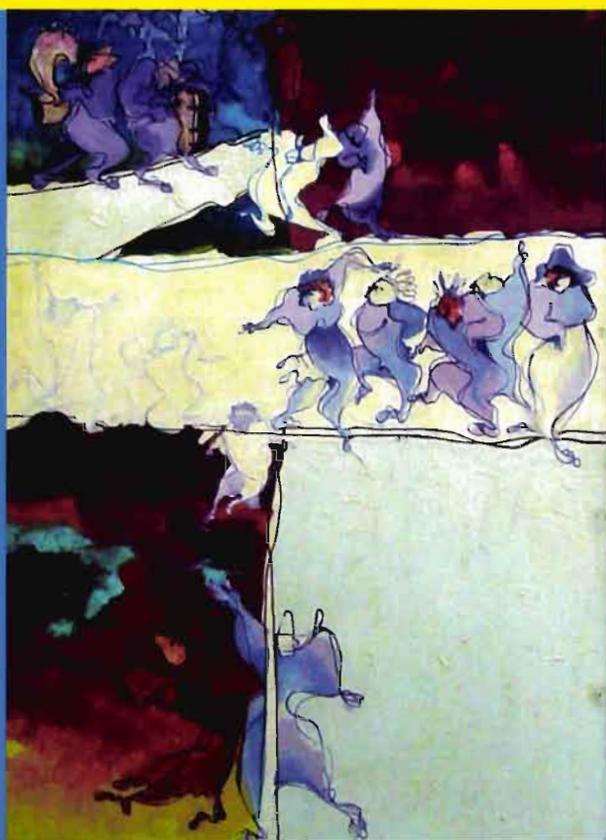
- PNUD, 1994 et 1999, *Demographic yearbook*, New York, Nations Unies.
- Pinheiro P.S., 1993, « Reflections on urban violence », *The Urban Age*, Vol. 1, n° 4, Washington, p. 3.
- Schönteich M., 2000, « South Africa's position in Africa's crime rankings », *African security review*, Vol. 9, n° 4, Institute for Security Studies, Halfway House.
- Schönteich M. et Louw A., 2001, « Crime in South Africa : a country and cities profile », *Occasional paper*, n° 49, Institute for Security Studies, Halfway house.
- Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.

collection
VILLES

Coordonné par
Françoise DUREAU
Olivier BARBARY
Vincent GOUËSET
Olivier PISSOAT

Villes et sociétés en mutation

Lectures croisées sur la Colombie



anthropos

collection **VILLES**
dirigée par Denise Pumain

Coordonné par
Françoise DUREAU
Olivier BARBARY
Vincent GOUËSET
Olivier PISSOAT

Villes et sociétés en mutation

Lectures croisées sur la Colombie

Ouvrage publié avec le concours
de l'UR 013 de l'Institut de Recherche pour le Développement
et du GIS Réseau Amérique Latine

Anthropos

Diffusion : Economica, 49, rue Héricart - 75015 Paris

Composé par Economica, 49, rue Héricart, 75015 PARIS
Imprimé en France. - JOUVE, 11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS
N° 337282S. - Dépôt légal : Janvier 2004